

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LES SOURCES FRANÇAISES
DE CERTAINS ASPECTS
DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE
DE JOHN STUART MILL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 24 Novembre 1931, à 14 heures

PAR

Mademoiselle M. APCHIÉ

MEMBRES DU JURY :

Président : M. DESCHAMPS, Professeur.

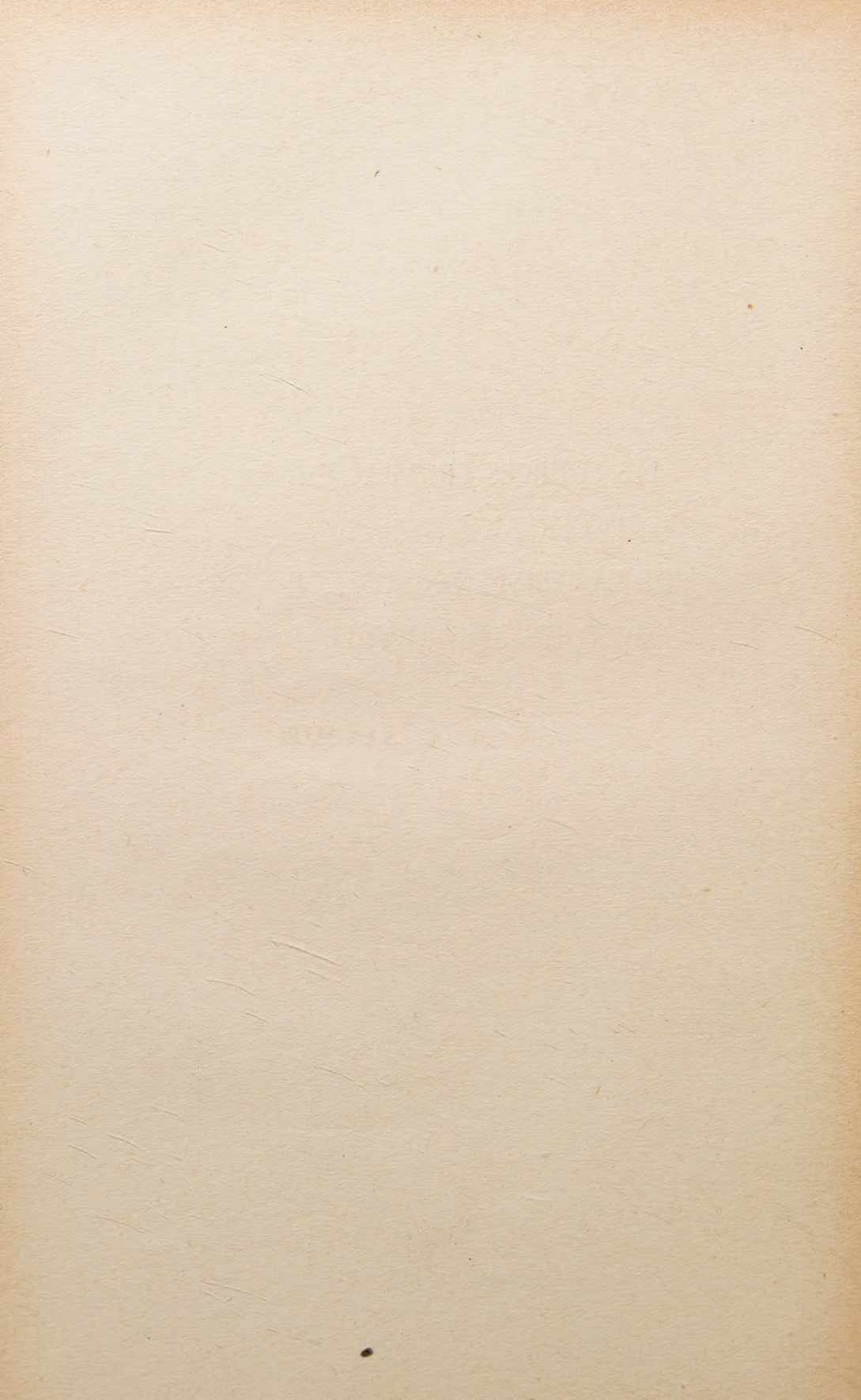
Suffragants { M. RIST, Professeur.
M. MAUNIER, Professeur.
M. PIROU, Professeur.

1931

PAUL HARTMANN

PARIS

LES SOURCES FRANÇAISES
DE CERTAINS ASPECTS
DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE
DE JOHN STUART MILL



UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LES SOURCES FRANÇAISES
DE CERTAINS ASPECTS
DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE
DE JOHN STUART MILL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 24 Novembre 1931, à 14 heures

PAR

Mademoiselle M. APCHIÉ

MEMBRES DU JURY :

Président : M. DESCHAMPS, Professeur.

Suffragants { M. RIST, Professeur.
M. MAUNIER, Professeur.
M. PIROU, Professeur.

1931

PAUL HARTMANN

PARIS

A la mémoire vénérée de mon Père.



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

ŒUVRES DE STUART MILL :

A System of Logic — Livres III et VI, 1843, 3^e ed. anglaise 1851.

Traduction française par Louis Peisse sur la 6^e ed. anglaise 1866.

Essays on some unsettled questions of Political Economy 1844.

Principles of Political Economy with some of their applications to social philosophy — 1^{re} ed. 1848. Edités avec une introduction par J. W. Ashley en 1909. Cette édition contient en notes les variantes des éditions précédentes.

Principes d'Economie Politique avec quelques-unes de leurs applications à la philosophie sociale. Traduction française par Dussard et Courcelle - Seneuil, 3^e ed. revue sur la 7^e ed. anglaise, 1873.

The French Revolution of 1848 and its assailants — Article paru dans « the Westminster Review » Avril 1849 réédité dans « Dissertations and Discussions » (3^e volume) et traduit en français avec une préface par Sadi Carnot en 1875.

Auguste Comte and positivism 1865.

Traduction française par Clémenceau 1868.

England and Ireland — Londres 1868 réédité à Dublin en

1918 sous ce titre « A lesson for to-day : England and Ireland : The separation of the two countries considered ».

Thornton on Labour and its claims — deux articles de « the Fortnightly Review » Mai et Juin 1869 — réédité dans « Dissertations and Discussions » (4^e volume).

Chapters on Socialism parus dans « the Fortnightly Review » — Février, Mars et Avril 1879.

Autobiography published for the first time without alterations or omissions from the original manuscript in the possession of Columbia University — Columbia University Press — New-York 1924.

Traduction française sous le titre « Mes Mémoires » par Cazelles, 1874.

Lettres inédites publiées par de Laveleye, 1885.

Correspondance inédite avec Gustave d'Eichthal 1828-1842 ; 1864-1871 — Avant-propos et traduction par Eugène d'Eichthal, 1898.

Lettres inédites à Auguste Comte publiées avec les réponses de Comte et une introduction par Lévy-Bruhl, 1899.

Il convient d'ajouter à cette liste des articles sur des questions économiques parus principalement dans « the Edinburgh Review », « the Fortnightly Review », « the Morning Chronicle » et « the Westminster Review », et non réédités.

Nous citons toujours les « Principes d'Economie Politique » d'après l'édition Ashley, l'« Autobiographie » d'après l'édition de Columbia University (1924), la « Logique » d'après la troisième édition anglaise (1851) et les « Essais » d'après l'édition de 1844.

OUVRAGES CONCERNANT STUART MILL :

- Alexander Bain — John Stuart Mill — A criticism with personal recollections avec un appendice : J. E. Cairnes on Mill's Political Economy, 1882.
- Charles Gide. L'apogée et le déclin de l'Ecole classique. Stuart Mill. — Chapitre II du Livre III dans l'Histoire des doctrines économiques de Gide et Rist. 5^e ed. 1926.
- Littre — Auguste Comte et Stuart Mill, 1866.
- Lubac — John-Stuart Mill et le Socialisme, thèse Paris, 1902.
- Ray — La méthode de l'Economie Politique d'après John-Stuart Mill, thèse Paris, 1914.
- Rey — John-Stuart Mill en Avignon. Conférence prononcée à l'Hôtel de Ville d'Avignon, le 13 avril 1921.
- Wyrouboff — Stuart Mill et la Philosophie positive, 1866.

ŒUVRES D'AUGUSTE COMTE :

- Système de politique positive, 1824.
- Cours de philosophie positive, 1830 à 1842.
- Système de politique positive, 1851 à 1854.

OUVRAGES CONCERNANT AUGUSTE COMTE :

- Littre — Auguste Comte et la philosophie positive, 1863, 2^e ed. 1864.
- Mauduit — Auguste Comte et la science économique, 1929.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551604_0064

INTRODUCTION

Le visiteur de la « National Portrait Gallery », traversant les salles réservées aux portraits du XIX^e siècle, est d'abord ébloui par la foule d'illustres images qui sollicitent la vue. Peut-être ne distinguera-t-il pas même au premier coup d'œil celle de John-Stuart Mill. Ce gentleman correct et un peu terne, cêt homme de bureau, fait sans doute assez triste figure auprès des grands romantiques. Et pourtant, cette toile de dimensions modestes et de teintes sombres où, seuls des yeux très bleus mettent une nuance claire, retient une fois qu'on l'a rencontrée : et les traits qu'elle reproduit, émaciés par les excès du travail intellectuel, illuminés par un regard où se lit la bienveillance, inspirent la sympathie. De même, si nous parcourons l'histoire de la philosophie et celle de l'économie politique au siècle dernier, nous y trouvons des penseurs plus originaux, plus puissants que John-Stuart Mill. Mais ni l'une, ni l'autre ne nous présente peut-être de physionomie plus complexe. Par cette complexité, soixante ans environ après la mort de Stuart Mill, sa personne et son œuvre, quelque opinion que nous puissions nous former d'ailleurs, sur les faiblesses de celle-ci, nous attachent encore.

La pensée ne cesse d'ondoyer. Elevé, par un père fanatique à rebours, dans la haine de toute religion, il devait,

au terme de la vie, aboutir à un scepticisme indulgent. L'on a pu dire, bien qu'il n'admît aucune religion positive ou naturelle, qu'il avait une âme religieuse en ce sens qu'il éprouvait plus ou moins consciemment le besoin d'une religion ; et Carlyle voyait en lui un mystique qui s'ignorait. Chez cette âme, l'aride esprit d'analyse que son père, peu soucieux d'éducation sentimentale, avait trop exclusivement développé, n'avait pu tarir, comme il arrive souvent, les sources profondes du sentiment. Stuart Mill est déterministe des lèvres, non du cœur ; sa doctrine hésite, et, à certains moments, il ne se sépare guère de quelques partisans du libre arbitre que par des nuances subtiles et insensibles. L'homme valait mieux que la triste morale utilitaire dont il faisait profession ; et, tout en affirmant que la fin de l'activité humaine était le bonheur, il avouait que « le seul moyen de l'atteindre était de n'en pas faire le but direct de l'existence ».

L'empirisme associationniste est peut-être la seule de ses théories philosophiques sur laquelle il n'ait jamais varié.

En économie politique, il ne laisse pas non plus d'être fort éclectique. Sa pensée, qui ne prête guère à être fixée dans des formes rigides, échappe au critique et le décourage. Les idées les plus diverses attirent tour à tour, voire simultanément, cet esprit curieux, avide de se renouveler et prompt à se les assimiler. Il n'accorde pas constamment la même valeur au principe de l'intérêt personnel, ainsi qu'à la plupart des autres lois économiques. Attaché à la tradition libérale, il éprouve de vives sympathies pour le socialisme sentimental de 1848. Il ne se montre guère intransigeant que sur son malthusianisme.

Ces doctrines éclectiques supposent que Stuart Mill a puisé à des sources nombreuses ; il en est en effet ainsi.

On connaît bien et depuis longtemps les sources anglaises de sa pensée. On sait quelle profonde et indélébile empreinte il devait conserver de l'éducation qu'il avait reçue de James Mill son père. Sa technique économique est empruntée à l'ami de celui-ci, Ricardo, et à Malthus. On a maintes fois signalé ce qu'il devait à Bentham en philosophie et en économie politique. Enfin, dans le domaine presque purement philosophique, agirent les influences de Coleridge et de Carlyle.

Mais peut-être n'a-t-on pas encore aussi pleinement mis à jour les sources françaises des idées économiques de Stuart Mill.

Sans doute l'économie politique des maîtres anglais de Stuart Mill avait déjà largement emprunté à des auteurs français. L'on ne cherchera pas à déterminer ici quelle pouvait être dans l'économie politique que Stuart Mill reçut de son père et des classiques anglais la part d'idées venues du Continent. Nous nous bornerons à nous demander si Stuart Mill doit directement, soit à des penseurs, soit à des mœurs ou des institutions, de France, certaines de ses idées économiques.

Il va sans dire que les idées politiques de Stuart Mill seront entièrement laissées de côté. Quant à sa philosophie générale, nous ne nous en occuperons pas davantage. Mais il est une partie de ses idées philosophiques que nous ne pouvons négliger : ce sont celles qui adhèrent à son économie politique au point d'en être inséparables, et qui constituent la logique de cette science. Le point de vue auquel nous nous placerons sera purement objectif, nulle-

ment critique. Dans ce fragile alliage que fut la doctrine économique de Stuart Mill, on a cherché seulement l'origine des éléments, sans faire le départ des erreurs et des vérités.

Le travail nous a été rendu facile d'abord par Stuart Mill lui-même qui a écrit « l'histoire de ses idées » et qui d'ailleurs lorsqu'il fait un emprunt à un auteur ne manque guère de le signaler. Au risque de fatiguer le lecteur par l'abus des citations, nous n'avons pas craint de citer Stuart Mill aussi souvent qu'il nous a paru nécessaire, soit pour prouver ce que nous avancions, soit pour préciser la pensée de l'auteur. Le parallèle avec les idées d'Auguste Comte nous a obligés à citer aussi très souvent ce philosophe. Nous avons consulté avec profit les ouvrages sur Stuart Mill et sur Auguste Comte qui sont indiqués à la bibliographie.

CHAPITRE PREMIER

CONCEPTION PREMIÈRE DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE CHEZ STUART MILL

Nous nous demanderons d'abord quelle idée J.S. Mill se fait de la science économique, de son objet, de ses méthodes, si cette idée lui appartient en propre, ou s'il la tient au contraire d'autrui et, en ce dernier cas, à quels économistes ou philosophes, il la doit. Economistes ou philosophes, disons-nous : en effet, certains philosophes au premier rang desquels se place Auguste Comte, sans s'occuper de questions économiques déterminées, ont fait la logique de l'économie politique. Les idées de Comte sur l'économie politique se lient intimement à son système général par lequel Stuart Mill fut fasciné. Il n'est donc pas étonnant que notre auteur se soit efforcé d'accorder avec ces idées sa propre conception de l'économie politique.

Celle-ci a subi d'ailleurs une autre influence venue de France : celle des Saint-Simoniens. Les influences de cet ordre ne se mesurent point. Néanmoins, il semble que la principale fut celle d'Auguste Comte.

Dans l'ordre des dates, J.-S. Mill commença de s'intéresser à Comte et aux Saints-Simoniens à partir de la

même époque (1828). Mais l'influence de Comte sur sa pensée devait persister plus longtemps que celle des Saint-Simoniens.

En outre, les idées de Comte avaient souvent sur celles des Saint-Simoniens l'avantage de la cohérence et de la précision. Elles affectaient des allures scientifiques qui devaient séduire singulièrement J.-S. Mill.

C'est pourquoi nous donnons dans cet ouvrage la première place à l'influence de Comte. Mais, pour l'apprécier exactement, il importe auparavant de préciser autant que possible, le point de départ de notre auteur.

§ 1. — *Première définition de l'économie politique.*

Par bonheur, un des premiers ouvrages de J.-S. Mill est relatif à la définition de l'économie politique. Nous voulons parler de l'essai intitulé : « Définition et Méthode de l'Economie politique ». Ecrit dès 1829 ou 1830, il avait paru pour la première fois en 1836 dans « the London and Westminster Review », et fut réimprimé en 1844 dans les « Essais sur quelques questions irrésolues d'Economie politique » où il occupe le cinquième et dernier rang. Les autres essais de ce petit recueil qui étaient restés jusqu'alors inédits avaient été composés, eux aussi, en 1829 et 1830.

En 1830, Stuart Mill est âgé de vingt-quatre ans à peine, et l'évolution de ces idées ne fait guère que commencer. Il reste le disciple timide de James Mill qui vit encore et ne cesse d'exercer sur son fils l'ascendant que l'on sait. Cependant, il s'est, depuis deux ans, lié d'amitié avec un adepte de Saint-Simon et d'Auguste Comte, Gus-

tave d'Eichthal. Ils se sont rencontrés au cours d'un séjour que ce dernier faisait à Londres et G. d'Eichthal n'a pas manqué de remettre à son nouvel ami l'opuscule d'Auguste Comte intitulé : « Système de politique positive » dont il a reçu de l'auteur plusieurs exemplaires avec mission de les distribuer en Allemagne et en Angleterre où il voyage. Depuis que G. d'Eichthal est revenu en France il entretient avec Stuart Mill une active correspondance. Certes, Stuart Mill n'a pas laissé de lire avec un vif intérêt le « Système de politique positive ». Pourtant sa curiosité sera pendant quelque temps distraite d'Auguste Comte. Lui-même nous dira dans ses Mémoires avoir perdu de vue Comte et ses écrits, pendant plusieurs années. Sans doute exagérerait-il inconsciemment un peu, lorsque, dans la ferveur de son admiration pour Comte, il écrivait à celui-ci : « Depuis l'époque où j'ai pris connaissance de la première ébauche de vos idées sociologiques, je crois pouvoir dire que les semences jetées par cet opuscule ne sont pas restées stériles dans mon esprit » (1). Pour reprendre la métaphore, les semences jetées par le « Système de politique positive » avaient dû demeurer assez longtemps à la surface de l'esprit de J.-S. Mill avant d'y pénétrer profondément et d'y germer. En tout cas, les « Essais sur quelques questions irrésolues d'Economie politique », ne portent point trace de l'influence de Comte, soit que celle-ci fût réellement bien faible encore, soit que Stuart Mill voulût éviter, comme nous l'apprend l'« Autobiographie », toute occasion de discussion trop ardente avec son père, soit peut-être pour ces deux raisons ensemble.

(1) Première lettre de Stuart Mill à Auguste Comte, datée du 8 novembre 1841.

Stuart Mill nous dit dans la préface des « Essais » n'avoir apporté à la première rédaction que quelques modifications de pure forme, en sorte que le texte de 1844 paraît exprimer moins la pensée de l'auteur à cette date que sa pensée en 1830, aussi pouvons-nous le suivre sans inconvénients bien que l'essai « Définition et Méthode de l'Economie politique » ait été auparavant publié dans un périodique

Comment cet essai définit-il l'économie politique ?

« La science qui traite de la production et de la répartition des richesses en tant qu'elles dérivent des lois de la nature humaine ». Ou bien : « La science relative aux lois morales ou psychologiques de la production et de la répartition des richesses » (1).

Que devons-nous entendre par ces lois de la nature humaine ou lois psychologiques ou lois morales ? La psychologie de Stuart Mill. Elle n'a d'ailleurs rien d'original. C'est celle que l'on désigne en histoire de la philosophie sous le nom de psychologie associationniste. Il la tenait de Hume, de Hartley et de son père. Rappelons-en brièvement les traits essentiels.

Le principe fondamental et universel de la nature humaine est la célèbre théorie de l'association des idées, par laquelle on prétend expliquer tous les faits intellectuels. D'où la puissance attribuée à l'éducation sur un esprit qu'on suppose passif. Par ce moyen, il est possible de former dans l'esprit les convictions qu'on souhaitera. Plus tard, Herbert Spencer, introduisant en philosophie l'évolutionnisme de Darwin, devait renouveler entièrement

(1) *Essays on some unsettled questions of political economy*, 1844, p. 133.

l'empirisme associationniste. Mais Stuart Mill n'est jamais allé jusque là. Pour lui, ce n'est point par l'hérédité, mais par l'éducation que s'opère le progrès de l'espèce. Ainsi, est-elle perfectible comme l'individu. Les propositions que Stuart Mill érige en principes fondamentaux et universels de la nature humaine sont rares. La loi de l'association des idées soutient le système entier, et, par elle seulement, la nature peut se modifier.

La nature morale n'est pas supposée inerte comme la nature intellectuelle. Stuart Mill admet chez l'homme l'existence spontanée de sentiments. Les sentiments égoïstes prédominent, mais n'excluent point les inclinations bienveillantes et les sentiments moraux. Stuart Mill conçoit ainsi la conscience comme sentimentale, et, sur cette conscience, il admet, dans ses « Essais », que repose la morale.

Mais l'économie politique fait abstraction de tous les sentiments autres que le désir de la richesse, l'aversion pour le travail, et le désir de la jouissance immédiate. « Elle ne traite pas de toute la nature humaine modifiée par l'état social, ni de toute la conduite de l'homme en société. Celui-ci l'intéresse uniquement comme un être avide de richesse et capable de juger l'efficacité relative des moyens propres à obtenir cette fin. Elle prévoit seulement les phénomènes sociaux qui dérivent de la poursuite de la richesse. Elle fait entièrement abstraction de tout autre sentiment ou mobile humain, excepté de ceux que l'on peut considérer comme les principes qui combattent perpétuellement le désir de la richesse, à savoir l'aversion pour le travail et le désir de la jouissance immédiate. Elle tient compte de ceux-ci jusqu'à un certain point, parce

que, au contraire des autres désirs, ils n'entrent pas seulement à l'occasion en conflit avec le désir de la richesse, mais ne cessent d'y mettre un frein, et ne sauraient donc en être séparés. L'Economie politique envisage l'espèce humaine comme uniquement occupée d'acquérir et de consommer la richesse ; et se propose de montrer à quels actes les hommes vivant à l'état social, seraient conduits, si ce motif, au degré où il est contrarié par les deux perpétuels motifs adverses, gouvernait absolument toutes leurs actions ». La science économique suppose l'homme « déterminé, par la nécessité de sa nature, à préférer une plus grande somme de richesses à une moindre dans tous les cas, sans autre exception que celles constituées par les deux motifs antagonistes déjà spécifiés. Non qu'aucun économiste fût jamais assez absurde pour supposer que l'homme est réellement fait de cette sorte, mais parce que la science doit nécessairement procéder ainsi » (1).

Ainsi, Stuart Mill est conduit à proposer une définition qu'il estime complète et que voici : « La science qui découvre les lois des phénomènes sociaux qui résultent des opérations collectives des hommes pour produire la richesse tant que la poursuite d'un autre objet ne modifie point ces phénomènes » (2). Cette définition suppose une certaine notion de la science, de la loi, et des rapports de la science avec la loi.

(1) Essays on some unsettled questions of political economy, p. 137-138.

(2) Essays, p. 138-139.

§ 2. — *Notion de la science et de la loi.*

Quelques passages de l'« Essai » nous font connaître cette notion que l'on retrouve au chapitre VI du livre III du « Système de Logique », « La composition des causes ». L'objet de la science est de découvrir des lois. La science repose d'abord sur la certitude qu'il y a des lois à trouver dont la connaissance permettra d'expliquer et de prévoir les effets. Stuart Mill voit le type le plus parfait des lois naturelles dans les lois universelles et certaines du nombre et de l'espace ; et par conséquent les sciences mathématiques lui paraissent la science par excellence. Stuart Mill, suivant la pure doctrine benthamiste dans laquelle son père l'avait élevé, considère alors les lois sociales non point comme des lois propres aux faits sociaux et irréductibles, mais comme de simples corollaires des lois psychologiques. Les phénomènes sociaux ne dépendent pas d'une seule cause, ils résultent d'un concours de causes qui sont d'ordre psychologique. Le principe suivant lequel ces causes concourent à produire un résultat est le principe mécanique de la composition des forces. « Lorsqu'un effet dépend d'un concours de causes, nous devons les étudier une par une, et en rechercher séparément les lois... puisque la loi de l'effet se compose des lois de toutes les causes qui le déterminent. Il a fallu connaître la loi de la force centripète et celle de la force centrifuge avant de pouvoir expliquer les mouvements de la terre et des planètes, ou prévoir plusieurs d'entre eux. Il en va de même pour la conduite de l'homme en société. Afin de juger comment il se comportera sous l'empire des désirs et aversions multiples qui agissent concurremment sur lui, il faut savoir

ce qu'il ferait sous l'influence exclusive de chacun. Peut-être n'est-il point d'acte dans la vie humaine qui ne subisse l'influence directe ou indirecte d'aucune autre impulsion que le désir de la richesse. A l'égard de ces parties de la conduite humaine dont la richesse ne fait pas même le principal objet, l'Économie Politique ne prétend pas que ses conclusions puissent s'appliquer. Mais il est aussi des branches des affaires humaines, où l'acquisition de la richesse est le but principal et avoué. L'Economie Politique n'étudie que ces dernières » (1). Cette théorie se résume en une notion mathématique de la science et de la loi, en une vue mécaniste de la société et en une psychologie simplifiée.

§ 3. — *La méthode de l'économie politique,
d'après les « Essais ».*

Elle peut déjà nous faire pressentir quels procédés doit d'après Stuart Mill employer l'économie politique telle qu'il la comprend alors. Cette question de méthode ne semble pas avoir fort préoccupé les premiers économistes. Ils avaient bien appliqué sans doute une méthode, mais ils ne l'avaient pas dogmatiquement définie. Stuart Mill était trop philosophe pour cultiver une science sans avoir examiné quelle était la vraie méthode qui convenait à cette science. Il s'attache à montrer l'importance de cette question : « Dans toute science où il y a des différences essentielles d'opinion, autant dire, dans toutes les sciences morales ou mentales, et en Economie Politique entre autres, dans toute science où il existe, entre ceux qui ont étudié

(1) *Essays*, p. 139.

le sujet, ce qu'on appelle des différences de principes, par opposition à des différences sur des points de fait ou de détail, on trouvera que la cause en est une différence dans leurs conceptions sur la *méthode rationnelle* de la science » (1).

Stuart Mill définit comme déductive la méthode de la science économique. « Elle (économie politique) est édiflée sur des hypothèses rigoureusement analogues à celles qui sous le nom de définitions, sont le fondement des autres sciences abstraites. La géométrie suppose une définition libre d'une ligne « qui a une longueur sans largeur ». Tout de même l'économie politique suppose une définition libre de l'homme, qui fait nécessairement ce par quoi il peut obtenir la plus grande somme de choses nécessaires, commodés et agréables, moyennant la moindre quantité d'effort et de privation sensible qu'elles puissent coûter dans l'état actuel des connaissances. Cette définition de l'homme n'est point, il est vrai, formellement exprimée au début d'aucun ouvrage d'économie politique, comme la définition d'une ligne au début des *Eléments* d'Euclide, et dans la mesure où en l'exprimant ainsi on éviterait de l'oublier, nous pouvons avoir lieu de regretter qu'on ne le fasse point...

Les conclusions de l'Economie Politique, comme celles de la géométrie, sont vraies seulement, comme on dit couramment, *in abstracto* ; c'est-à-dire, elles sont vraies seulement dans des hypothèses déterminées, qui ne tiennent compte que des causes générales, des causes communes à *tout l'ensemble* des faits considérés.

(1) *Essays*, p. 141.

L'économiste ne doit pas nier cela. S'il le nie, alors et alors seulement, il se met dans son tort. La méthode *à priori* qu'on lui reproche, comme si l'usage qu'il en fait prouvait que toute sa science est sans valeur, est, comme nous allons le montrer tout à l'heure, l'unique méthode par laquelle nous puissions arriver à la vérité dans une branche quelconque de la science sociale » (1).

Cette méthode qu'expose le cinquième essai, les autres essais l'appliquent. A cet égard, le premier essai surtout « Des lois de l'échange international » est tout à fait caractéristique. Stuart Mill y cite un extrait des « Eléments d'Economie Politique » de son père. Ce passage est un raisonnement aussi *à priori* que possible. Stuart Mill raisonne lui-même d'une manière analogue dans tout le cours de cet essai, et il y témoigne d'une admiration presque sans bornes pour son père et pour Ricardo. Dans l'essai « Profits et Intérêt » Stuart Mill admet la loi du profit telle que l'avait formulée Ricardo : « Les profits dépendent des salaires ; s'élevant comme les salaires s'abaissent, et s'abaissant comme ils s'élèvent ». Il l'appelle « la forme parfaite sous laquelle la loi du profit semble avoir été démontrée ». Or, cette loi n'était démontrée que par un pur raisonnement. Stuart Mill d'ailleurs ne fait dans cet essai que répéter les raisonnements de Ricardo.

(1) Essays, p. 143-145.

CHAPITRE II

LA SOCIOLOGIE CHEZ AUGUSTE COMTE

Stuart Mill allait entrer en contact avec une conception de la science sociale assez différente, à savoir celle d'Auguste Comte, et avec une critique de l'économie politique classique qui découlait logiquement de cette conception. Nous verrons comment il a réagi sous l'influence de ces idées.

§ 1. — *Nature de la sociologie suivant Auguste Comte.*

Auguste Comte divise les sciences en inorganiques et organiques. Celles-là se distinguent par la simplicité relative, la généralité et la régularité de leurs phénomènes ; celles-ci, par la complexité, la spécialité des phénomènes, par l'irrégularité des effets. L'esprit qui doit présider à cette seconde sorte d'études, c'est l'esprit d'ensemble, d'unité. La science sociale, que Comte appelle encore physique sociale, surtout dans ses premiers ouvrages, et plus tard sociologie, rentre dans la catégorie des sciences organiques. Elle est de toutes la plus complexe et la moins générale et, comme telle, Comte la place au sommet de sa hiérarchie des sciences. Elle constitue une branche de la physiologie, avec laquelle Comte confond la psychologie, mais cette branche peut et doit en être séparée. Comte pré-

tend ériger l'étude de la société en science digne de ce nom.

Il envisage la société comme un corps organisé et vivant. Dans cet ordre de recherches, l'esprit d'ensemble doit dominer plus encore que dans la science de la vie. Par sa nature, affirme Auguste Comte, « la sociologie ne saurait être convenablement fondée qu'en embrassant d'une seule grande vue philosophique l'ensemble des divers aspects sociaux ». Mais, « par la complication supérieure de ses phénomènes, aussi bien que par son essor plus récent, la science sociale devra, sans doute, toujours rester, par sa nature, plus ou moins inférieure, sous les rapports spéculatifs les plus importants, à toutes les autres sciences fondamentales » (1).

§ 2. — *La loi sociale suivant Comte.*

Comte ne doute point que les événements sociaux soient nécessairement subordonnés à des lois naturelles d'où résulte un ordre spontané, caché sous une apparente irrégularité. Comte expliquera l'irrégularité des effets par la complexité des agents. Un grand nombre d'agents divers concourent à déterminer un même phénomène et il en résulte que, dans les phénomènes très compliqués, il ne se rencontre peut-être pas deux cas rigoureusement semblables.

Ainsi les phénomènes sociaux, bien que régis par des lois nécessaires, sont modifiables. Ils sont d'abord sujets à des variations spontanées dans de certaines limites fon-

(1) Cours de philosophie positive, 4^e volume, 1839, p. 535.

damentales, mais relativement étendues. Ces limites d'ailleurs ne demeurent pas absolument fixes ; elles peuvent se déplacer jusqu'à de certains points, ce qui précisément a lieu dans les cas de crises. Il est inévitable qu'il se produise des cas de ce genre ; et, dans ce sens, on peut dire que les maladies sociales, les états dits anormaux sont choses normales. Ainsi l'ordre naturel tel que le conçoit Auguste Comte, n'exclut point la possibilité d'aberrations involontaires ou volontaires. L'ordre spontané des sociétés est, selon lui, très imparfait et l'on ne saurait confondre cette théorie avec l'optimisme.

§ 3. — *Théorie de l'action sociale.*

Cette conception de l'ordre naturel n'exclut point l'intervention humaine qui pour être efficace devra s'appuyer sur cet ordre, afin de le modifier. L'action sociale a ses limites qui sont précisément celles-mêmes des variations des phénomènes sociaux. Les institutions sociales n'auront pas d'autre but que de régulariser l'ordre spontané des sociétés.

L'action sociale ainsi comprise suppose la prévision, prévision d'abord des faits véritablement inévitables pour renoncer au vain espoir de les modifier, prévision, surtout, des effets de l'intervention, et des limites des variations qu'elle provoquera. Comte pense que la connaissance des lois sociales permettra de prévoir les événements sociaux dans « des limites de précision d'ailleurs compatibles avec leur complication supérieure ». En ce domaine, la prévision reste bornée et incertaine.

§ 4. — *Théorie de la relativité* (1).

Comte admet, nous venons de le voir, des lois sociales générales et nécessaires, mais il ne les croit point universelles ni perpétuelles. Il leur attribue un caractère purement relatif. Comte juge d'ailleurs essentielle à la notion de loi naturelle l'idée de relativité. La loi même dite universelle de la gravitation ne l'est pas absolument. Comte ne permet de l'étendre au-delà du système solaire qu'à « titre de moyen d'investigation », et il ajoute : « Les notions absolues me semblent tellement impossibles que je n'oserais même nullement garantir, quelque vraisemblance que j'y vois, la perpétuité nécessaire et inaltérable de la théorie de la gravitation restreinte à l'intérieur de notre monde, si l'on venait un jour, ce qu'il est au reste bien difficile d'admettre, à perfectionner la précision de nos observations actuelles autant que nous l'avons fait relativement à celles d'Hipparque ». Ailleurs, au sujet cette fois de la loi de Mariotte, Comte expose les considérations suivantes : « Il en est nécessairement toujours ainsi dans l'application de nos conceptions abstraites à l'interprétation de la nature, dont les véritables lois mathématiques ne peuvent jamais nous être connues que par des approximations analogues, leurs limites étant seulement plus ou moins écartées, même à l'égard des phénomènes les plus simples et les mieux étudiés. Cette consi-

(1) La notion de la loi naturelle à laquelle nous faisons allusion ici est celle que l'on trouve dans le « Cours de philosophie positive ». Celle du « Système de politique positive » ne laisse point que d'en différer sensiblement. Elle est d'ailleurs très intéressante en elle-même, mais n'a pas eu d'influence sur les idées de Stuart Mill.

dération philosophique a déjà été expressément signalée, au sujet de la loi de la gravitation elle-même, à la fin de la vingt-quatrième leçon, où je me suis efforcé de faire sentir combien il serait hasardé de regarder cette loi comme nécessairement applicable à toute distance, quelque grande ou petite qu'elle fût. Non seulement toutes nos connaissances réelles sont strictement circonscrites dans l'analyse des phénomènes et la découverte de leurs lois effectives ; mais, même ainsi restreintes, nos recherches ne sauraient aboutir, en aucun genre, à des résultats absolus, et peuvent uniquement fournir des approximations plus ou moins parfaites, constamment susceptibles, il est vrai, de suffire à nos besoins véritables ; tel est l'esprit fondamental de la philosophie positive, que je ne dois pas craindre de reproduire trop fréquemment dans cet ouvrage » (1).

(1) Cours de philosophie positive, 2^e volume (1835), p. 483-484.

CHAPITRE III

LA MÉTHODE SOCIALE SUIVANT AUGUSTE COMTE

Pour faire de la sociologie une science digne de ce nom, Auguste Comte prétend la doter d'une méthode.

A cette fin, il veut transporter dans l'étude des sociétés les méthodes déjà jugées pour les phénomènes plus simples. Les sciences se recommandent par la perfection de leurs méthodes ; elles ont une valeur surtout logique. La méthode qui convient à la sociologie, c'est la méthode des sciences organiques.

§ 1. — *Impossibilité d'appliquer l'analyse mathématique aux sciences organiques.*

Aux sciences inorganiques, se borne le domaine de l'analyse mathématique. « Les considérations par lesquelles plusieurs physiologistes, et surtout Bichat, ont montré, en général, l'impossibilité radicale de faire aucune application réelle et importante de l'analyse mathématique aux phénomènes des corps organisés, s'appliquent d'une manière directe et spéciale, aux phénomènes moraux et politiques qui ne sont qu'un cas particulier des premiers ». Le motif que donne Comte est l'irrégularité des effets qui

ne nous permet pas de saisir des nombres fixes. « Toute idée précise de nombres fixes est véritablement déplacée dans les phénomènes des corps vivants, quand on veut l'employer autrement que comme moyen de soulager l'attention, et qu'on attache quelque importance aux relations exactes des valeurs assignées » (1). D'ailleurs, « il suit de la complication des cas que, quand même nous pourrions connaître un jour la loi mathématique à laquelle est soumis chaque agent pris à part, la combinaison d'un aussi grand nombre de conditions rendrait le problème mathématique correspondant tellement supérieur à nos faibles moyens, que la question resterait le plus souvent insoluble » (2). « ...toute idée de nombre effectif et de loi mathématique étant déjà directement interdite en biologie, comme je l'ai suffisamment expliqué, elle doit être, à plus forte raison, radicalement exclue des spéculations encore plus compliquées de la sociologie » (3) (4).

Par conséquent, nous en sommes réduits aux moyens imparfaits de déduction, aux raisonnements vulgaires de la logique formelle qu'Auguste Comte méprise à l'excès.

§ 2. — *La méthode des sciences organiques
est une méthode d'observation.*

La méthode des sciences organiques doit donc être essentiellement une méthode d'observation.

(1) Cours de philosophie positive, 1^{er} volume, p. 153.

(2) Cours de philosophie positive, 1^{er} volume, p. 159.

(3) Cours de philosophie positive, 4^e volume, p. 512.

(4) Voir des raisonnements analogues sur l'impossibilité d'appliquer l'analyse mathématique aux sciences organiques dans le « Système de politique positive » 1824 et dans le « Cours de philosophie positive », 3^e volume, 2^e partie — Biologie, 1838.

L'observation se compose pour Auguste Comte de trois opérations : l'observation proprement dite, l'expérimentation, et la comparaison.

L'observation commence avec la première des sciences naturelles, l'astronomie.

L'expérimentation est surtout destinée à la physique. La condition nécessaire en est le choix « de deux cas parallèles exactement identiques dans toutes leurs circonstances caractéristiques, sauf celles qu'on veut apprécier ». Il s'en suit que l'expérimentation est pour ainsi dire impossible dans les sciences organiques ». Même à l'égard des phénomènes chimiques nous avons reconnu qu'ils présentent, sous ce rapport, de grandes difficultés fondamentales..., mais, dans l'étude des corps vivants, la nature des phénomènes me paraît opposer directement des obstacles presque insurmontables à toute large et féconde application d'un tel procédé... »

Mais Comte indique, pour les sciences organiques, un équivalent de l'expérimentation proprement dite, à savoir l'observation et l'analyse pathologiques. En ce qui concerne la science sociale, cette idée nous paraît une des plus suggestives qu'il ait émises. Les économistes classiques avaient négligé l'étude des cas exceptionnels, des états anormaux. A. Comte montre l'intérêt scientifique qu'elle peut présenter. En science sociale, l'observation des maladies sociales, des crises, tiendra lieu d'expérimentation. On comparera les états anormaux aux états normaux. « L'état pathologique ne diffère point radicalement de l'état physiologique, à l'égard duquel il ne saurait constituer, sous un aspect quelconque, qu'un simple pro-

longement plus ou moins étendu des limites de variation, soit supérieures, soit inférieures, propres à chaque phénomène de l'organisme normal, sans pouvoir jamais produire de phénomènes vraiment nouveaux, qui n'auraient point, à un certain degré, leurs analogues purement physiologiques. Par une suite nécessaire de ce principe, la notion exacte et rationnelle de l'état physiologique doit donc fournir, sans doute, l'indispensable point de départ de toute saine théorie pathologique ; mais il en résulte, d'une manière non moins évidente, que, réciproquement, l'examen scientifique des phénomènes pathologiques est éminemment propre à perfectionner les études uniquement relatives à l'état normal » (1).

§ 3. — *La comparaison.*

Enfin, une troisième et dernière opération de la méthode d'observation est propre aux sciences organiques ; c'est la comparaison.

En biologie, la comparaison la plus importante est celle des divers organismes animaux. L'espèce constituera l'unité. On groupera les espèces en familles, ou bien en genres, que l'on comparera les uns aux autres et que l'on coordonnera en une série unique et générale. Une ligne peut figurer cette série.

Mais Comte n'attribue à la progression organique d'autre valeur que celle d'une abstraction commode. Elle est discontinue, car il soutient résolument la fixité des espèces. Les espèces, qui sont les termes de la série, sont

(1) Cours de philosophie positive, 3^e volume (1838), p. 334-335.

séparées. Comte n'admet pas qu'elles puissent se transformer indéfiniment. Sans doute, il reconnaît l'aptitude essentielle d'un organisme quelconque, et surtout d'un organisme animal, à se modifier. Il reconnaît aussi la tendance « non moins certaine », dit-il, « à fixer dans les races, par la seule transmission héréditaire, les modifications d'abord directes et individuelles, de manière à les augmenter graduellement à chaque génération nouvelle, si l'action du milieu ambiant persévère identiquement ».

Mais il ne veut pas supposer que l'organisme soit « modifiable à l'infini sous l'influence suprême du milieu ambiant, sans avoir aucune impulsion propre et indestructible. L'exercice sollicité par des circonstances extérieures ne peut altérer l'organisation primitive qu'entre certaines limites. Cette influence du milieu et cette aptitude de l'organisme, sont certainement très circonscrites. Pour les concevoir indéfinies, il faudrait admettre, avec Lamarck, contre l'ensemble des observations les plus irrécusables, que les besoins peuvent toujours créer les facultés, au lieu de se borner à en exciter le développement quand l'organisation primitive l'a rendu possible, et lorsque, en même temps, les obstacles extérieurs ne sont pas trop considérables ; et, d'ailleurs, d'où pourraient réellement provenir les besoins, s'il n'existait point de tendances primordiales ? Ne voyons-nous pas continuellement, au contraire, dans des cas infiniment moins défavorables que ces chimériques suppositions à la permanence de l'harmonie biologique, un tel équilibre cesser de subsister, par l'impossibilité où se trouve l'organisme de se modifier assez pour s'adapter aux nouvelles circonstances qui l'entourent ? C'est ainsi, par exemple, que les espèces ani-

males les plus élevées tendent à disparaître entièrement à mesure que l'homme envahit leur territoire ; et même que les races humaines les moins civilisées s'effacent, par une déplorable fatalité, devant celles qui le sont davantage, faute de pouvoir se conformer spontanément aux exigences de leur nouvelle situation. Et, néanmoins, il est bien reconnu, d'après l'examen général de toute la série animale, que l'organisme se modifie avec d'autant plus de facilité qu'il est plus élevé » (1).

La vie se caractérise par l'aptitude à se modifier spontanément ; il y a le plus de vie, là où il y a le plus d'organisation. « Ainsi, malgré cette importante autorité (2) l'aptitude incontestable de tout organisme à se modifier d'après la constitution spéciale du milieu correspondant, sera désormais irrévocablement circonscrite entre d'étroites limites, d'autant plus écartées toutefois que cet organisme est plus élevé...

« On ne saurait guère douter, surtout d'après la lumineuse argumentation de Cuvier, que les espèces demeurent aussi (3) par leur nature, essentiellement fixes, à travers toutes les variations ultérieures compatibles avec leur existence » (4)

§ 4. — *La méthode historique et la théorie du progrès.*

En sociologie, la comparaison la plus importante sera, suivant Comte, celle des états successifs de la société.

(1) Cours de philosophie positive, 3^e volume (1838), p. 564-565.

(2) Celle de Lamarck.

(3) Aussi se rapporte à genres et familles.

(4) Cours de philosophie positive, 3^e volume, 1838, p. 566-567.

Ceux-ci constituent les unités ou termes de la série sociale. En observant la série des états successifs chez des populations distinctes et indépendantes, on obtiendra, pense Auguste Comte, des parallèles. Leur comparaison permettra de construire une série sociale unique pour l'espèce humaine. Dans chaque état successif, les faits qui doivent déterminer l'état suivant sont, d'après Comte, ceux de l'ordre intellectuel résultant des actions et réactions qu'exercent continuellement l'un sur l'autre l'esprit humain et le monde extérieur.

La méthode historique, à la manière dont l'entend Auguste Comte, implique cette hypothèse ; elle postule une théorie du progrès.

Au progrès ou développement social, Auguste Comte attribue les caractères suivants : c'est un pur fait actuel et il ne s'agit point de l'apprécier moralement ; il est nécessaire, général, continu, mais limité.

On peut intervenir pour retarder le progrès ou pour le hâter. Seules sont définitivement efficaces les interventions qui tendent dans le sens du progrès ; mais aucune institution ne saurait interrompre ce phénomène nécessaire et nécessairement continu.

Ce progrès nécessaire a des limites également nécessaires. L'espèce essentiellement fixe ne peut se transformer que dans certaines limites. Cependant, l'organisme humain, supérieur à tout autre, est le plus apte à se modifier ; et cette plus grande perfectibilité de l'individu comme de l'espèce constitue même un caractère essentiel de l'humanité.

On le voit : la théorie du développement social que Comte nous présente diffère profondément du progrès

qu'avait conçu l'école philosophique du siècle précédent, celle de Condorcet, à laquelle se rattachait Saint-Simon, le maître de la jeunesse de Comte ; d'autre part, elle diffère peut-être plus encore de l'évolution telle que la comprendront les évolutionnistes du XIX^e siècle. Quand Auguste Comte ne veut voir dans le développement des sociétés qu'un pur fait, il annonce les évolutionnistes. Toutefois, il faut ajouter qu'il ne s'en est pas tenu toujours à ce point de vue. Le « Système de politique positive » confondra progrès et perfectionnement ; il semble bien qu'au fond, malgré ses protestations, Auguste Comte ait toujours cru au perfectionnement. A cet égard, il n'a donc pas rompu complètement avec l'école du XVIII^e siècle. Il en diffère plus réellement en concevant le progrès comme limité. Il se distingue aussi par là des évolutionnistes, soutient la fixité des espèces et rejoint les philosophes du XVIII^e siècle, lorsqu'il érige en caractère humain la perfectibilité.

§ 5. — *Distinction de la statique et de la dynamique sociales*

Les lois de l'évolution sociale, réductibles suivant Comte à une loi générale et unique, constituent la dynamique sociale. La statique sociale est l'étude des conditions fondamentales de l'existence de la société.

Comte a emprunté cette distinction à la mécanique. Il l'a transportée en biologie où elle devient la distinction de l'anatomie et de la physiologie, des lois de l'organisation et des lois de la vie. Il l'introduit enfin en sociologie. Les lois de l'ordre social correspondent à celles de l'équilibre et de l'organisation ; les lois de l'évolution sociale

à celles du mouvement et de la vie. Tout de même que l'organisation est la condition de la vie, l'ordre est la condition du progrès. Voyant dans l'aptitude à se modifier le propre de l'organisme vivant, Auguste Comte voyait dans le progrès une notion analogue à celle de vie. Il y a le plus de vie où il y a le plus d'organisation. Donc, l'organisme social étant l'organisme supérieur, par là même, il sera le plus vivant, le plus modifiable, le plus progressif. L'ordre et le progrès sont dès lors inséparables comme l'organisation et la vie, et Auguste Comte prétend constituer une doctrine à la fois organique et progressive. Il l'oppose aux doctrines régnantes qu'il divise en critiques et rétrogrades. La doctrine théologique est organique ; mais elle rejette le progrès. La doctrine métaphysique admet le progrès ; mais elle y voit un perfectionnement illimité ; elle se laisse égarer par un dangereux optimisme ; et méconnaissant l'ordre social, elle est révolutionnaire.

Pour dégager des faits historiques une dynamique sociale, le fil conducteur dont se sert Auguste Comte est sa fameuse hypothèse des trois états sur l'évolution de l'esprit humain.

En effet, d'après lui, les faits intellectuels déterminent tous les autres et l'on a pu qualifier cette théorie « d'intellectualisme historique ». La loi générale et unique des trois états constitue l'idée essentielle de la dynamique sociale. A l'aide de cette loi, Comte tente de prévoir l'avenir de l'humanité et principalement celui des religions et des sciences. Il prédit avec une téméraire confiance que toutes nos connaissances deviendront positives ; que les peuples encore à l'état théologique parviendront à l'état

positif, en évitant peut-être, si l'on sait accélérer le progrès, la transition métaphysique ; que tout vestige des états antérieurs à l'état positif doit infailliblement disparaître.

CHAPITRE IV

AUGUSTE COMTE ET L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Comte, en vue de fonder la sociologie, a critiqué l'économie politique classique. Il a condamné cette science telle que la concevaient les économistes de son temps, comme abstraite de la science sociale et comme métaphysique ; et il lui a reproché ses méthodes.

§ 1. — *Premier grief d'Auguste Comte : l'économie politique est abstraite des autres sciences sociales.*

Comte critique l'économie politique, comme isolée des autres sciences sociales, au nom de sa théorie du consensus social. D'après cette théorie, il existe entre les différents organes de tout corps une interdépendance, que Comte nomme consensus, d'autant plus intime qu'on s'élève dans la hiérarchie des êtres vivants. Or, l'organisme social est aux yeux de Comte l'organisme supérieur ; il en résulte que la vie sociale manifesterá nécessairement ce consensus au plus haut degré. La société forme un système indivisible dont les diverses parties agissent et réagissent sans cesse les unes sur les autres. On ne saurait donc envisager l'un quelconque des nombreux élé-

ments sociaux d'une manière absolue et indépendante ; au contraire, on doit concevoir chacun d'eux comme relatif à tous les autres dont il est inséparable. Cette notion est, dans la sociologie de Comte, fondamentale.

« Puisque les phénomènes sociaux sont ainsi profondément connexes, leur étude réelle ne saurait donc être jamais rationnellement séparée ; d'où résulte l'obligation permanente, aussi irrécusable que directe, de considérer toujours simultanément les divers aspects sociaux, soit en statique sociale, soit, par suite, en dynamique. Chacun d'eux peut, sans doute, devenir isolément le sujet préliminaire d'observations propres et, il faut bien qu'il en soit ainsi à un certain degré, pour alimenter la science de matériaux convenables. Mais cette nécessité préalable ne s'applique même, en parfaite rigueur, qu'à la seule époque actuelle, où il s'agit de la première ébauche de la science...

« On ne saurait nier que l'impérieuse obligation philosophique de suivre une telle marche, en vertu de la solidarité caractéristique de tous les phénomènes sociaux, n'augmente gravement les difficultés fondamentales que l'extrême complication du sujet doit déjà tant apporter à la culture rationnelle de cette nouvelle science naturelle... » (1).

L'économie politique, pour avoir exclusivement envisagé les phénomènes de la richesse, est aux yeux de Comte, condamnée à demeurer stérile.

§ 2. — *Deuxième grief d'Auguste Comte :
l'économie politique est métaphysique.*

Auguste Comte, au nom du relativisme, adresse à la science économique un second reproche. Il la qualifie de métaphysique, accusation étrange au premier abord. En effet, n'a-t-on pu reprocher justement aux économistes classiques d'avoir fait abstraction de toute morale ou de s'être inspirés d'une morale étroitement utilitaire d'où la métaphysique était bannie ? Cependant l'accusation formulée par Auguste Comte s'explique fort bien d'après le système général de ce philosophe.

Il nomme métaphysique la prétention aux connaissances absolues : est d'abord métaphysique la prétention à connaître la substance et les causes premières et finales des choses, alors que, suivant la philosophie positiviste, l'intelligence ne peut jamais atteindre que des phénomènes. Comte désirait vivement sauvegarder l'intervention sociale sans recourir à la doctrine métaphysique de la liberté morale. Il crut en découvrir le moyen dans le relativisme même. Sans doute, il n'admettra jamais que nous puissions connaître une cause qui serait une force libre ; mais il n'admet pas que nous puissions connaître des lois absolues. Il nous présente un déterminisme relatif. Il oppose cette notion de l'ordre naturel à celle des économistes qu'il juge entachée de métaphysique. Il leur reproche d'avoir méconnu le caractère modifiable de cet ordre.

Il y voit une erreur de spéculation qui les a conduits, en pratique, à condamner toute intervention. L'ordre spontané des sociétés lui paraît fort imparfait ; il croit pos-

sible de l'organiser ; et il accuse l'économie politique d'avoir représenté toute organisation de l'industrie (terme qui, dans la langue de Comte, a le sens large de production) comme inutile ou comme impossible. La notion d'un ordre spontané des sociétés doit, comme toutes les autres, devenir purement relative.

Suivant Comte, les économistes ont méconnu la relativité ; ils se sont mépris sur la valeur de leurs lois ; ils ont eu le tort de ne pas les prendre pour ce qu'elles sont : des approximations nécessairement d'autant plus imparfaites que les phénomènes sociaux sont, de tous, les plus complexes et les plus modifiables.

Comte définit donc l'économie politique comme métaphysique et non positive, critique et non organique ; et ces termes ne représentent pour lui que deux faces d'une même idée. Cette seule définition emportait condamnation d'après la célèbre loi des trois états. Métaphysique et critique, l'économie politique est donc nécessairement provisoire ; elle disparaîtra naturellement et certainement. Comte conclut sa critique de l'économie politique en observant qu'elle est de son temps « l'objet d'une espèce de prédilection » ; mais il voit là seulement : « un nouveau symptôme caractéristique du besoin instinctif, déjà profondément senti, de soumettre enfin les études sociales à des méthodes vraiment positives, et, en même temps, du défaut d'accomplissement de cette grande condition philosophique, qui, une fois convenablement remplie, fera spontanément cesser tout l'intérêt intellectuel que paraît encore inspirer cette apparence illusoire » (1).

(1) Cours de philosophie positive, 4^e volume, p. 279-280.

§ 3. — *Troisième grief de Comte :*

Il reproche à l'économie politique ses méthodes.

Enfin, Auguste Comte ne reproche pas seulement aux économistes de s'être placés à un point de vue faux, mais encore d'avoir employé de mauvaises méthodes. Ces critiques, comme d'ailleurs les précédentes, visaient peut-être moins les auteurs anglais qui ne semblent pas lui avoir été familiers, que leurs interprètes et disciples du Continent (1). Comte blâme les économistes de son temps pour avoir abusé de la déduction.

Auguste Comte estime que la déduction ne convient guère qu'aux sciences les plus abstraites, les plus générales et les plus perfectionnées. Il reproche aux économistes l'abus du simple syllogisme et non l'emploi des procédés mathématiques. Il n'était pas alors question de l'école mathématique. On imagine néanmoins que Comte eût peu goûté les méthodes de cette école puisqu'il ne croyait pas les mathématiques applicables en science sociale.

S'il critique en général l'usage du raisonnement qui n'est pas subordonné constamment à l'expérience, il traite peut-être plus durement encore les prémisses sur lesquelles repose l'économie politique déductive. Elles appartiennent en effet à l'ordre psychologique : or la psychologie, toute psychologie quelle qu'elle soit n'a pas de plus ardent ennemi qu'Auguste Comte. Il se montre d'ailleurs singulièrement hostile à la philosophie de l'intérêt personnel qu'il juge arbitraire entre toutes.

(1) Sur ce point, voir R. Mauduit : Auguste Comte et la science économique.

CHAPITRE V

RÉACTION DE STUART MILL DEVANT CETTE CRITIQUE

Cette vigoureuse et originale critique ne laissa point de donner à réfléchir à Stuart Mill.

§ 1. — *Stuart Mill emprunte à Comte la notion de sociologie générale.*

D'abord, il ne fait pas de doute qu'il ne doive à Comte la notion d'une sociologie générale et indépendante de la psychologie, notion que l'on chercherait vainement dans les « Essais » écrits en 1830. Nous y rencontrons bien quelquefois l'expression de « science sociale » au singulier. Mais, quoique la pensée de l'auteur ne soit pas toujours parfaitement nette, il semble que cette expression désigne alors, pour Stuart Mill, plutôt qu'une science unique, un groupe de diverses sciences spéciales qui toutes dérivent de la science de l'homme individuel. Dans le « Système de Logique », nous rencontrons au contraire l'idée aussi bien que le mot de sociologie. Stuart Mill croit possible une science générale de la société ; il ne pense plus que ses lois se puissent tirer de la psychologie. L'argument qu'il donne en faveur d'une science sociale indépendante est que chaque phénomène social est corrélatif d'une part, à

l'état de civilisation, d'autre part au développement de la société, et, que ces faits généraux doivent dominer de plus en plus les phénomènes particuliers.

On reconnaît ici deux théories essentielles de Comte : la théorie du consensus social et la philosophie de l'histoire. Stuart Mill, en effet, les a l'une et l'autre formellement admises. Il suit de la première que la science sociale est une science générale de la société ; de la seconde, que les faits sociaux, déterminés par l'histoire, ont des lois qu'on ne saurait trouver en les déduisant directement d'une psychologie quelconque. Stuart Mill restera fidèle à cette théorie jusqu'à la fin. Il l'expose encore en 1865 dans son opuscule « Auguste Comte et le Positivisme », écrit à l'occasion de l'édition qu'en 1864 avait donnée Littré du « Cours de philosophie positive », opuscule où, d'ailleurs, les critiques ne sont point mesurées au philosophe français. Dans le « Système de Logique », Stuart Mill prodiguait à Comte des éloges dont certains disparurent des dernières éditions et le citait à tout propos. Les citations, elles, subsistèrent toutes, comme le fait remarquer Bain. Stuart Mill, s'appuyant sur l'autorité de Comte, déclare, dans ce grand traité, qu'il est impossible de séparer la science politique de la science sociale ; car la forme du gouvernement se lie intimement à l'état de civilisation contemporain.

§ 2. — *Stuart Mill maintient une science économique abstraite, mais avec des réserves.*

Il n'en va point de même pour la science des richesses. Stuart Mill a toujours soutenu qu'une économie politique

séparée était possible et légitime, sous des réserves, dont il nous reste à préciser le sens et la portée.

L'économie politique abstraite est hypothétique.

Dès l'essai de 1829 ou 1830, « Définition et Méthode de l'Economie Politique », Stuart Mill nous présente cette science comme hypothétique. Elle l'est parce qu'elle repose sur la célèbre hypothèse psychologique de « l'homo economicus » « qui fait nécessairement ce par quoi il peut obtenir la plus grande somme de choses nécessaires, commodés et agréables, avec la moindre quantité d'efforts et de privations sensibles qu'elles puissent coûter dans l'état actuel des connaissances ». Les lois économiques qui sont toutes fondées sur ce principe ne peuvent donc prétendre à la certitude que dans la mesure où lui-même est vrai. Stuart Mill ne soutient pas que cette hypothèse représente fidèlement la réalité ; il y voit seulement un schéma qui, de toutes les hypothèses également simples qu'on puisse former, est la plus proche de la réalité. Pour lui, cette proposition n'est pas universellement, mais très généralement vraie. Tel paraît bien du moins le point de vue de Stuart Mill dans l'essai « Définition et Méthode de l'Economie Politique ».

Ensuite, Stuart Mill devait tendre à reconnaître une valeur toujours moindre au principe de l'intérêt personnel. Il possédait en effet un don qui est un bien rare bonheur : celui de se faire, en avançant dans la vie, de plus en plus d'illusions sur l'humanité. Mais, dans le célèbre chapitre IV du livre II des « Principes d'Economie Politique » intitulé : « La concurrence et la coutume », le caractère hypothétique attribué à la science abstraite prend un sens nouveau. La science abstraite est ici qualifiée

d'hypothétique pour une autre raison, à savoir que ses lois valent seulement pour un moment de l'histoire. Stuart Mill, dans ce chapitre, recourt à des considérations historiques et il invoque le relativisme historique.

Enfin, le passage suivant de l'opuscule : « Auguste Comte et le Positivisme » explique sommairement la pensée définitive de Stuart Mill sur ce point. Le consensus social n'implique pas que « les phénomènes matériels et industriels de la société ne soient point, en eux-mêmes, susceptibles de généralisations utiles, mais seulement que de telles généralisations doivent nécessairement se rapporter à une forme de civilisation donnée et à un moment donné de l'avancement social. Nous croyons qu'aucun économiste ne le nierait » (1).

Les lois économiques appelées cette fois plus modestement des généralisations utiles, nous sont présentées comme purement relatives et essentiellement hypothétiques. En outre, ce caractère hypothétique de la science abstraite est rattaché comme une conséquence nécessaire aux théories du consensus social et du relativisme historique. Mill ajoute qu'aucun économiste ne nierait ce caractère hypothétique. Il nous est cependant bien permis de penser que Stuart Mill, s'il ne l'eût pas nié, sans Auguste Comte, ne l'eût peut-être jamais précisé.

Mais, viennent à changer les hypothèses sur lesquelles repose la science abstraite, elle ne subsistera donc pas. C'est une science provisoire. Telle est la pensée de Stuart Mill. Il croit au progrès moral ; il espère que le sens de l'intérêt général se développera. Il ne considère pas le

(1) Voir « Auguste Comte and Positivism », 1865, p. 81-82.

principe même de l'intérêt personnel comme nécessairement immuable. En tout cas, les conditions générales de la civilisation changeront et ces changements ne manqueront pas d'affecter les faits économiques.

On s'aperçoit que l'expression de provisoire est loin d'avoir chez Stuart Mill le sens que lui prête Auguste Comte. Pour celui-ci, nous le savons, l'économie politique est nécessairement provisoire parce que métaphysique et critique et, de ce fait, condamnée par la loi des trois états. Ce n'est pas du tout ce que Stuart Mill entend lorsqu'il nous dit que l'économie politique abstraite est provisoire.

Pourtant, les reproches que la théorie des trois états inspirait à Comte et qui ne toucheraient plus aujourd'hui, sans doute, guère personne, avaient dû vivement frapper notre auteur, car il adhérerait à cette théorie à peu près sans réserve. Il défend les économistes contre ces accusations ; il soutient qu'ils avaient tenté sérieusement de constituer une science positive, et prétend, pour sa part, dégager son économie politique de toute métaphysique. Il ne fait point de difficulté pour reconnaître que l'ordre économique est modifiable. L'étude approfondie de la philosophie positiviste le persuada que les faits sociaux, sans en excepter les faits économiques, varient entre certaines limites, et cette notion le pénétra si bien qu'il ne l'oublia jamais. Il croit des réformes possibles et, à peine est-il besoin d'ajouter, désirables. En vérité, contre l'école anglaise, l'accusation d'optimisme portait à faux. Ses maîtres avaient décrit, analysé, tenté d'expliquer, l'ordre économique de leur temps et de leur pays ; ils n'avaient pas prétendu le justifier. Quelques-uns peut-être estimaient cet ordre le meilleur possible, mais parce qu'aucun autre,

à leurs yeux, n'était possible, et sans soutenir qu'il fût parfait, Stuart Mill ne s'en dissimule point les imperfections et, de plus, il n'a cessé d'espérer une transformation. Ici, le relativisme d'Auguste Comte, en venant assouplir le déterminisme social et ouvrir la porte à l'action de l'homme, permettait à Stuart Mill de concilier ses doctrines avec les vœux de son cœur.

CHAPITRE VI

L'ÉTHOLOGIE ET L'ÉTHOLOGIE POLITIQUE

Entre la notion de la sociologie que nous présente Auguste Comte et que Stuart Mill avait adoptée, et l'économie classique à laquelle ce dernier entendait, malgré tout, rester fidèle, s'étend, semble-t-il, un abîme. Audessus de cet abîme, Stuart Mill rêvait de jeter un pont : l'éthologie politique. Cette éthologie politique était une science que Stuart Mill se proposait de construire, et qui, dans son esprit, reposait sur l'éthologie, autre science qu'il aurait voulu fonder aussi.

§ 1. — *L'éthologie.*

Mill consacre à son projet d'éthologie le chapitre V du VI^e livre de son « Système de la Logique », sous ce titre : « l'Ethologie, ou science de la formation du caractère ». Cette science, nous dit-il, est encore à constituer, mais tout est prêt pour sa constitution. De la part d'un homme aussi réservé, c'était une sorte d'engagement. Il n'aurait pas parlé d'un projet qu'il n'aurait pas pris très au sérieux. Dans sa correspondance avec Comte qui va de novembre 1841 à mai 1847, il revient souvent sur ce sujet qui lui tenait alors à cœur. Une lettre notamment d'octobre 1843, année même où paraissait le « Système de Logique »,

apporte un précieux commentaire aux chapitres relatifs à cette science. Dans cette lettre, l'éthologie est qualifiée de science secondaire, et définie : « Théorie de l'influence des diverses circonstances extérieures, soit individuelles, soit sociales, sur la formation du caractère moral et intellectuel ».

Stuart Mill croit possible d'expliquer la formation du caractère, et, par conséquent, les diversités des caractères individuels. Il admet, en effet, qu'il existe des rapports naturels entre, d'une part, les circonstances extérieures, d'autre part, la nature intellectuelle et morale de l'homme. Découvrir ces rapports, tel est l'objet qu'il assigne à l'éthologie.

Il destine celle-ci d'abord à constituer « la base nécessaire de l'éducation rationnelle ». Mais, scientifiquement, elle présente un autre intérêt : celui de relier la sociologie générale à la psychologie. Dans le livre VI du « Système de Logique », le chapitre V qui traite de l'éthologie précède les chapitres consacrés à la science sociale. Cette dernière doit, suivant Stuart Mill, reposer immédiatement sur l'éthologie, et, par son intermédiaire, indirectement sur la psychologie. La lettre à Comte d'octobre 1843 explique que le passage de la science sociale « à l'état vraiment positif exige une grande perfection de la science de l'homme individuel... Il suppose surtout un état très avancé de l'éthologie ». Alexandre Bain, qui vivait alors dans l'intimité de Stuart Mill, nous dit que celui-ci regardait l'éthologie « comme la pierre angulaire de la Sociologie ».

Le chapitre VI du livre VI de la « Logique » intitulé : « Considérations générales sur la Science sociale », com-

mence ainsi : « Immédiatement après la science de l'homme individuel (1) vient la science de l'homme en société : des actions des masses collectives d'hommes, et des divers phénomènes qui composent la vie sociale ». Notons qu'au cours de la correspondance entre Mill et Comte, ce dernier ne paraît pas du tout partager la conviction de son interlocuteur quant à l'utilité de l'éthologie.

§ 2. — *L'éthologie politique.*

L'éthologie politique est une branche de la science sociale que l'on peut et doit en séparer avec avantage. C'est une science hypothétique ou abstraite, analogue à l'économie politique ; et, tout de même que celle-ci, une science préliminaire. Nous rencontrons une idée nouvelle ; nous avons déjà vu que, pour Stuart Mill, la science économique est abstraite et le doit demeurer, du moins provisoirement ; nous avons encore vu que, sous l'influence d'Auguste Comte, il a reconnu que la science économique ainsi comprise était essentiellement hypothétique. Nous voyons maintenant qu'elle est préliminaire. Cette idée mérite de nous retenir. Par rapport à quelle science Stuart Mill définit-il l'économie politique science préliminaire ? par rapport à la science sociale. Il estime qu'une économie politique abstraite fondée sur le principe de l'intérêt personnel est possible et légitime, sous condition d'en corriger ensuite les conclusions par celles de l'éthologie politique et de la science sociale.

(1) La science de l'homme individuel est la psychologie d'abord, mais elle comprend aussi l'éthologie superposée à celle-ci, comme l'explique la lettre à Comte citée plus haut.

Tel est le sens qu'il paraît le plus naturel de donner au titre de son traité édité pour la première fois en 1848 : « Principles of Political Economy with some of their applications to Social Philosophy » que les traducteurs français, Dussard et Courcelle-Seneuil, traduisent littéralement : « Principes d'Economie Politique avec quelques-unes de leurs applications à la Philosophie Sociale » et que nous préférierions traduire, pour éviter toute équivoque : « Principes d'Economie Politique avec quelques-unes de leurs applications à la Science Sociale ».

Le premier terme « Principes d'Economie Politique » représente les principes hypothétiques de l'économie politique abstraite ; le second est moins clair. La difficulté réside dans le sens équivoque du mot philosophie, soit en anglais, soit en français.

On en use, tantôt, dans les deux langues, au sens de métaphysique qu'il faut écarter ici ; en français, plus souvent, au sens de philosophie morale ; et plus souvent en anglais, comme très voisin de science. Au reste, Stuart Mill a pris soin d'expliquer lui-même sa pensée, dans la préface à la première édition des « Principes », reproduite en tête de toutes les éditions successives : « For practical purposes, Political Economy is inseparably intertwined with many other branches of Social Philosophy » — en pratique, l'Economie Politique est indissolublement unie à bien d'autres branches de la Philosophie (ou de la science) sociale. Nous voyons donc que l'économie politique est ici représentée comme une branche distincte de la « Social philosophy », tout de même que dans la « Logique » elle était représentée comme une branche distincte de la « Sociological Speculation » ou de la « Social Science ». « So-

cial Philosophy », « Social Science », « Sociology » étaient pour Stuart Mill des expressions interchangeables. Et, parmi ces autres branches de la science sociale, il faut compter l'éthologie politique. Stuart Mill poursuit : « Excepté sur des points de détail, il n'est peut-être pas de question pratique, même entre celles qui touchent le plus à la nature des questions purement économiques, que l'on puisse trancher d'après les seules prémisses économiques ». Stuart Mill compare son œuvre à celle d'Adam Smith. « Celui-ci », nous dit-il, « ne perd jamais de vue cette vérité ; dans ses applications de l'Economie Politique, il ne cesse d'invoquer des considérations étrangères à l'économie pure et souvent d'un ordre bien plus général. Il semble à l'auteur du présent ouvrage qu'une œuvre analogue pour l'objet et la conception générale à celle d'Adam Smith, mais adaptée au savoir plus étendu et aux idées perfectionnées de notre temps, est la contribution que l'Economie Politique attend aujourd'hui.... L'Economie Politique, proprement dite, est, pour ainsi parler, sortie de l'enfance depuis Adam Smith, et la science de la société (1) dont cet éminent penseur ne séparait jamais pratiquement son sujet plus spécial, bien qu'en un état de progrès encore peu avancé, a fait bien des pas au-delà du point où il la laissa... ».

Nous croyons qu'il faut voir dans ce passage une allusion à la sociologie d'Auguste Comte. Stuart Mill continue : « Cependant, jamais encore on n'a tenté d'allier sa (2) manière pratique de traiter le sujet avec les connaissances

(1) Philosophy of society dans le texte anglais.

(2) d'Adam Smith.

acquises depuis lors dans la théorie économique, ou d'étudier les phénomènes économiques de la société en rapport aux meilleures idées sociales de notre temps (1) comme il fit, avec un si admirable succès, relativement à la philosophie de son siècle. Telle est l'idée que s'est proposée l'auteur du présent ouvrage ». On le voit, la science des richesses doit préparer la sociologie telle que la concevait Auguste Comte. Une fois construite une économie politique fondée sur le principe de l'intérêt personnel, il faudra la rapprocher, pour la compléter et la corriger, de la sociologie elle-même appuyée sur l'éthologie. Mais, reposant elle aussi sur l'éthologie, une autre science, l'éthologie politique, doit prendre place entre l'économie politique et la sociologie. Nous croyons ici rendre fidèlement la pensée de Stuart Mill en 1843. En 1848, dans ses « Principes d'Economie Politique » il tente de rapprocher l'économie politique de la sociologie générale et des autres branches de cette science, sans préciser quelles branches, et il n'a pas constitué l'éthologie, ni l'éthologie politique : jamais il ne reprendra ce projet. Renonçant à l'éthologie, il ne réalisera pas non plus le projet d'écrire un ouvrage sur la sociologie générale, projet que Bain ne doute point qu'il ait nourri.

Mill nous avertit que les vérités de l'éthologie politique seront de simples corollaires des lois de l'éthologie et qu'on les en pourra tirer. Elles permettront, croit-il, de corriger les principes abstraits et hypothétiques de l'économie politique pour les rapprocher de la réalité concrète et

(1) Ces meilleures idées sociales ne peuvent être que celles de Comte.

de rattacher la science économique à la science sociale sans toutefois la confondre avec celle-ci.

§ 3. — *Stuart Mill abandonne le double projet d'une éthologie et d'une éthologie politique.*

Mais ici se pose tout naturellement une question : quand Mill abandonna-t-il ce double projet qui lui fut, en 1843, si cher, d'une éthologie et d'une éthologie politique ?

Le 8 décembre 1843, Stuart Mill écrit à Comte : « Je voudrais essayer de me rendre propre à faire quelque chose pour l'éthologie qui sera probablement, quoique je ne sache pas encore sous quelle forme, le sujet du premier livre que j'écrirai ». En 1844, il n'est déjà plus question d'éthologie, et Stuart Mill entretient Auguste Comte du traité d'économie politique qu'il se propose d'écrire ; on dirait qu'avant d'entreprendre cet ouvrage il désire se faire approuver par Comte. Ce traité d'économie politique parut en 1848. S'il contient seulement quelques (some of) applications à la science sociale, il en est ainsi sans doute parce que Stuart Mill n'a point écrit de sociologie générale et parce que l'éthologie n'est pas fondée. Avait-il dès lors tout-à-fait abandonné l'idée de cette éthologie qui lui paraissait jadis indispensable pour constituer la science sociale et utile pour amender l'économie politique ? Alexander Bain l'a pensé ; et c'est aussi l'opinion d'Ashley.

Nous croyons voir une allusion directe à l'éthologie politique dans la phrase de la préface déjà citée où il est question « des autres branches de la Science Sociale » auxquelles « l'Economie Politique est indissolublement unie ». Nous en trouvons la preuve dans le « Système de

Logique » où les seules branches séparées de la science sociale dont il soit question sont l'économie politique et l'éthologie politique. Le passage suivant est tout à fait caractéristique : « Je n'entreprendrais pas ici de décider quelles autres sciences abstraites ou hypothétiques, analogues à l'Economie Politique, peuvent être détachées du tronc de la science sociale ; quelles autres parties des phénomènes sociaux dépendent assez étroitement et complètement, en premier ressort, d'une classe spéciale de causes, pour qu'il soit avantageux, de constituer une science préliminaire de ces causes ; remettant la considération des causes qui agissent au travers d'elles, ou concurremment avec elles, à une période postérieure de la recherche. Entre ces branches distinctes, il en est une cependant que l'on ne peut passer sous silence, car elle est d'une nature plus compréhensive et dominante qu'aucune des autres branches que l'on peut séparer de la science sociale...

« Je fais allusion à ce que l'on peut appeler l'Ethologie politique, ou science des causes qui déterminent le caractère propre d'une nation ou d'une époque » (1). Lors donc que Stuart Mill écrit, après 1843, « les autres branches de la science sociale », il pense d'abord évidemment à l'éthologie politique, et peut-être même est-ce la seule idée quelque peu précise que recouvrent ces mots.

Nous trouvons encore des traces de l'éthologie dans le chapitre « La Concurrence et la Coutume », où Mill recourt à des considérations éthologiques. Ce chapitre illustre en quelque sorte les idées de Stuart Mill sur l'éthologie. Il nous permet d'entrevoir ce que l'éthologie pouvait être

(1) *A System of Logic*, 3^e ed. anglaise (1851), p. 486.

et quel rapport elle pouvait avoir dans l'esprit de Stuart Mill avec l'économie politique. Dans ce chapitre, Stuart Mill invoque des considérations historiques. Il oppose les Anglais, énergiques dans la poursuite du lucre, et animés d'un vigoureux esprit de concurrence, aux peuples de l'Europe Continentale « qui se contentent de moindres profits et comptent pour moins leur intérêt pécuniaire auprès de leur tranquillité ou de leur plaisir ». Il ajoute : « On doit prendre ces remarques comme une correction générale à appliquer là où il est opportun, qu'elle soit ou non expressément mentionnée, aux conclusions contenues dans la suite de ce traité. Nous devons, en général, raisonner comme si la concurrence produisait réellement ses effets connus et naturels, dans tous les cas où elle n'est pas arrêtée par un obstacle positif. Là où la concurrence, bien que libre, n'existe pas en fait, ou là où elle existe, mais où ses conséquences naturelles sont empêchées par un autre agent, les conclusions se trouveront plus ou moins inapplicables. Pour éviter l'erreur, nous devons en appliquant à la vie réelle les conclusions économiques, considérer non seulement ce qui arrivera en supposant le maximum de concurrence, mais combien le résultat sera affecté si la concurrence n'atteint pas le maximum » (1).

Cependant, Stuart Mill n'a jamais écrit d'éthologie ; et, dans « l'histoire de sa vie et de ses idées », il n'accorde même pas à ce projet une simple mention.

Pourquoi ? Ici, nous en sommes réduits à des conjectures. Peut-être d'abord, les polémiques de la politique quotidienne le distraient-elles trop pour lui permettre

(1) Principles of Political Economy, livre II, ch. IV, p. 247-248, ed. Ashley.

de fonder une science nouvelle. Il écrivait de nombreux articles pour la presse périodique. Il se dispersait en occupations multiples. Telles sont les conditions dans lesquelles il composa la « Logique » pendant l'hiver de 1842 à 1843 et les « Principes d'Economie Politique » dans l'hiver de 1846 à 1847. A cette dernière date, la question d'Irlande en particulier le préoccupait fort, et tout en travaillant aux « Principes d'Economie Politique » il écrivait sur les affaires d'Irlande une série d'articles pour « The Morning Chronicle ». Si, dans ces conditions, il pouvait exposer la science économique dont James Mill l'avait instruit dès l'enfance, et qu'il avait discutée, soit en particulier, soit au club d'économie politique, avec tous les habiles du temps, il n'aurait pu fonder une science nouvelle. Pourquoi n'a-t-il jamais tenté plus tard de réaliser ce projet ? D'abord, pourrait-on répondre, le labeur que Stuart Mill avait fourni pour composer ces deux grands traités suffisait à épuiser les forces d'un homme. Alexander Bain nous dit : « Il est bien improbable en vérité qu'il fût même physiquement capable de renouveler l'effort des deux hivers de 1842-1843 et de 1846-1847 » (1). Tout au moins, un tel effort exigeait une santé d'une vigueur peu commune ; et nous ne devons pas oublier que Stuart Mill ne jouissait pas d'une exceptionnelle santé.

Mais ce sont là toutes raisons de circonstances. Stuart Mill en avait peut-être de plus profondes qui nous expliqueraient qu'il ne semble point avoir regretté de n'avoir pas tenté de réaliser ce projet. Il se connaissait bien lui-même. Il est possible qu'il ait senti que ses grands talents

(1) Alexander Bain : John Stuart Mill, p. 91.

de vulgarisateur l'avaient servi pour son traité d'économie politique et que l'originalité créatrice, nécessaire pour fonder une science nouvelle, ne faisait pas le principal mérite de son esprit. Ou bien les doutes qu'il concevait parfois sur le déterminisme lui en ont-ils inspirés sur la possibilité de constituer une éthologie ? Telles sont les raisons que nous pouvons imaginer pour expliquer qu'il ait paru ne pas regretter de n'avoir pu construire une éthologie.

CHAPITRE VII

LA MÉTHODE SOCIALE D'APRÈS STUART MILL

Stuart Mill a commencé de se rendre célèbre par le « Système de Logique » en 1843 au moment où sa pensée se rapprocha le plus de celle de Comte. Ce grand traité contient une logique formelle et une méthodologie. Stuart Mill estime qu'on ne peut vraiment connaître la méthode sans savoir comment elle s'applique effectivement dans les sciences et quels résultats elle y donne. Il semble attribuer aux sciences une valeur surtout logique, et demander principalement à leur étude les idées de méthode qu'elles peuvent fournir.

Il n'est aucune science qui n'emploie à quelque degré chacun des deux procédés de déduction et d'induction. Dans chaque science, l'un ou l'autre doit dominer suivant l'objet de cette science. Chaque science use d'un procédé principal qui sert à la découverte ; et d'un procédé secondaire, inverse du premier, qui permet de vérifier les découvertes.

Sur la méthode de la science sociale, Stuart Mill a varié. D'après l'essai « Définition et Méthode de l'économie politique » les diverses sciences sociales suivaient tou-

tes une même voie : celle de la méthode déductive. Chacune de ces sciences dérivait des principes de la nature humaine, et ses lois se tiraient par déduction de ce petit nombre de principes. La méthode d'observation, comme moyen d'arriver à la vérité, ne pouvait s'appliquer à ces matières. Dans les sciences morales, elle n'était qu'un instrument de vérification.

§ 1. — *Objections contre la méthode déductive.*

Contre la déduction à priori comme procédé de découverte en science sociale, Stuart Mill présente dans le « *Système de Logique* », des objections qui lui paraissent graves. Consistant à déduire les lois sociales de quelques principes psychologiques relativement simples, elle supposait, en effet, une nature humaine peu compliquée et fixe. Elle s'accordait mal avec la théorie du consensus social et avec celle du relativisme historique que Stuart Mill venait de faire siennes. Elle ne pouvait se concilier avec la notion d'une nature humaine sans cesse modifiée par l'histoire, notion qui le séduisait alors.

On ne saurait obtenir par un tel procédé que des lois de tendance puisqu'il est impossible de prévoir si l'effet de l'une ne sera pas contrarié par celui d'une autre. « On se tromperait, cependant, si l'on supposait que, même quant aux tendances, nous puissions arriver de cette manière à un grand nombre de propositions qui soient vraies pour toute société sans exception... Toutes les propositions générales de la science déductive sont, au sens le plus rigoureux du terme, hypothétiques ; c'est-à-dire qu'elles

valent seulement pour un moment donné d'une société donnée » (1).

Ce ne sont d'ailleurs que des approximations.

Mais il y a plus grave encore : « Les combinaisons hypothétiques des circonstances sur lesquelles nous puissions construire les théorèmes généraux de la science ne peuvent devenir très complexes, sans accumuler rapidement des chances d'erreur telles qu'elles doivent bientôt priver nos conclusions de toute valeur » (2).

Bref, pour la science sociale, Stuart Mill juge la méthode déductive un procédé frivole et le dit même en propres termes.

§ 2. — *La méthode déductive inverse ou méthode historique*

Et il recommande maintenant, comme « la vraie méthode de la science sociale », la méthode inductive qu'il introduit timidement sous le nom de méthode déductive inverse. Sans doute, l'observation des faits présente ici mille difficultés ; quant à l'expérimentation, autant vaut dire qu'elle est impossible ; mais les procédés indirects d'observation, la statistique et l'histoire, peuvent en quelque mesure y suppléer. Cette dernière revêt même une telle importance que la méthode déductive inverse peut être qualifiée aussi bien de méthode historique. Non plus que le « Cours de philosophie positive », le « Système de Logique » ne décrit à proprement parler la méthode historique, c'est-à-dire la collation et la critique des témoigna-

(1) *A System of Logic*, 3^e ed. anglaise, 1851, p. 478-479.

(2) *Ibid.*

ges. Stuart Mill ne parle pas plus qu'Auguste Comte des moyens propres à établir les faits historiques ; il se borne, comme lui, à nous indiquer, une fois ces faits connus, comment les interpréter. Bref, plutôt que de l'histoire, il s'agit de ce qu'on est convenu d'appeler, d'après une terminologie critiquable, la philosophie de l'histoire.

Et, pour cette méthode d'interpréter les faits historiques, pour cette méthode de philosopher à propos de l'histoire, Auguste Comte nous a proposé quelques hypothèses dont la première est qu'il existe une loi générale, unique et nécessaire de l'évolution humaine.

Une autre hypothèse est que l'évolution intellectuelle détermine toutes les autres, et nous savons que, cette loi de l'évolution intellectuelle, Auguste Comte l'a formulée dans la fameuse loi des trois états, troisième hypothèse que J.-S. Mill accepte avec les deux précédentes comme inséparable de la méthode historique.

§ 3. — *Théorie du progrès social chez Stuart Mill.*

Cependant l'idée que J.-S. Mill se fait du progrès social ne correspond peut-être pas en tous points à celle que s'en forme Auguste Comte.

Stuart Mill ne suit pas jusqu'au bout le philosophe français : il semble s'être arrêté bien plus près que celui-ci dans la réaction contre le XVIII^e siècle.

D'abord, il n'essaie même pas de distinguer progrès et perfectionnement. Il partage l'optimisme des hommes du XVIII^e siècle dont Auguste Comte se défendait, quoique très mal ; comme eux, comme les Saint-Simoniens, il aime le progrès.

D'autre part, les principaux facteurs de l'évolution sociale restent, pour lui, comme pour l'école philosophique du siècle précédent, l'éducation et l'opinion publique. Il s'accorde avec Auguste Comte pour voir dans les institutions sociales des facteurs secondaires, mais non pas négligeables. Il ne pressent pas l'action de l'hérédité et l'idée de race tient dans ses théories une place bien moindre que dans celles d'Auguste Comte ; ces idées de J.-S. Mill dérivent de l'empirisme associationniste. Nous ne pouvons savoir comment il les aurait complétées et modifiées, s'il lui eût été donné de constituer une éthologie et une sociologie à lui propre.

Il se rattache encore à l'école du XVIII^e siècle parce qu'il semble bien croire, et cela contrairement à l'opinion très décidée d'Auguste Comte, que le perfectionnement des sociétés est indéfini.

Stuart Mill adopte la distinction entre la statique et la dynamique sociales. La première a pour objet les lois de coexistence des phénomènes sociaux ; et la seconde, les lois de l'évolution sociale.

§ 4. — *Rôle subordonné de la déduction en sociologie.*

Ces lois de l'évolution sociale ne sont pas des lois naturelles au sens rigoureux du terme, mais des lois empiriques. Elles reposent sur de fragiles inductions historiques, qui ne sont même pas des inductions véritables, mais plutôt des généralisations. Ces lois doivent être confirmées par des déductions qui les rattachent à des lois plus simples, plus générales, plus certaines. Si l'on ne réussit à les coordonner au moyen d'un raisonnement, qui permette

de les expliquer par la psychologie, elles resteront de pures hypothèses, et n'auront qu'une valeur conjecturale. Ainsi, la déduction doit jouer en sociologie un rôle indispensable. Néanmoins, elle est désormais, non plus le procédé de découverte, mais le procédé de vérification ; du premier plan, elle passe au second.

CHAPITRE VIII

LA MÉTHODE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE D'APRÈS STUART MILL

La science économique ne se distingue pas moins profondément de la science sociale par sa méthode que par sa nature même.

§ 1. — *La méthode propre à la science économique est la méthode déductive.*

Même après son changement d'idées sur la voie que la science sociale doit suivre, Stuart Mill ne cesse de préconiser, pour l'économie politique, une méthode essentiellement déductive.

Tout en acceptant une sociologie générale, il maintenait une économie politique séparée, et intercalait encore entre elles une éthologie ; il pouvait manifester un certain éclectisme et recommander simultanément plusieurs méthodes pour des sciences qu'en somme il estimait distinctes. Si pourtant, l'on compare la méthode de l'économie politique d'après les « Essais », à la méthode de cette même science, telle que la définit le « Système de Logique », on trouve que J.-S. Mill semble attacher, en 1843, plus d'importance qu'autrefois à l'induction comme pro-

cédé vérificateur. Il déclare lui réserver en économie politique un rôle toujours secondaire, mais non moins important que le rôle subordonné qu'il conserve à la déduction en science sociale. Dans l'un et l'autre domaine, soit comme procédé de découverte, soit comme procédé de vérification, l'induction consistera surtout en inductions historiques. Dans les « Principes d'Economie Politique » qui, d'ailleurs, sont, nous ne devons pas l'oublier, une œuvre hâtive où l'auteur n'a peut-être pas incorporé toutes ses idées nouvelles, les procédés restent classiques.

§ 2. — *Stuart Mill transporte en économie politique la distinction de la statique et de la dynamique.*

Stuart Mill estimait que ses premiers maîtres, son père James Mill, et Ricardo, avaient, par la méthode déductive, porté la théorie de l'équilibre économique à un état voisin de la perfection, mais une économie politique réduite à quelques théorèmes d'équilibre lui paraissait maintenant incomplète et étroite. Il avait appris d'Auguste Comte à voir dans la société, non plus une machine dont l'analyse démonte les rouages, mais une chose vivante. Il saluait en Auguste Comte le fondateur de la dynamique sociale, ou science de la vie et du progrès des sociétés. Dans cet esprit, il veut compléter la statique de l'économie politique par sa dynamique.

Les trois premiers livres des « Principes » contiennent la statique. J.-S. Mill s'y propose de décrire, d'analyser et d'expliquer, à l'exemple de ses devanciers, l'ordre économique existant de son temps. Il expose clairement les principes de l'équilibre économique sous un régime supposé de

libre concurrence. Ils sont ceux qu'avaient formulés les maîtres de l'école anglaise, sauf une très importante correction à la loi de l'offre et de la demande qui constitue sans doute la contribution la plus originale que Stuart Mill ait apportée à la science économique.

§ 3. — *Théories du progrès économique et de l'état stationnaire.*

Le quatrième livre s'intitule : « Influence du Progrès social sur la production et la répartition ». Si l'on en croit le titre, il semble que Stuart Mill ait voulu tenter ici de rapprocher l'économie politique classique et la dynamique sociale telle qu'Auguste Comte l'avait construite. Mais il faut avouer que l'on n'y trouve pas en effet ce que l'on pouvait attendre.

L'hypothèse reste constamment, comme dans les livres précédents, celle de la concurrence. Stuart Mill étudie l'effet sur la rente, les profits et les salaires, du progrès économique proprement dit, défini comme celui de la population, du capital et des arts de la production. Soit pour les procédés de recherche et de démonstration, soit pour les conclusions, presque tout est classique. Stuart Mill reproduit les principes bien connus de Ricardo que la rente tend à s'élever dans toute société progressive, que l'intérêt collectif des propriétaires fonciers est contraire au progrès de l'agriculture et à l'intérêt général de la société, que le salaire nominal doit s'élever, que les profits tendent vers un minimum.

Dans le célèbre chapitre VI, « L'Etat stationnaire », les procédés, comme les principes, sont encore classiques,

mais le ton est nouveau et Stuart Mill oppose nettement son idéal de la société à celui de « l'ancienne école ». Au contraire du progrès social, le progrès économique est, pour Stuart Mill, limité ; il doit aboutir à l'état stationnaire. Stuart Mill tient cette idée d'Adam Smith et de Ricardo. Elle se retrouvait chez Macculloch, éditeur et disciple de ceux-ci. Avant Stuart Mill, les économistes avaient peint sous des couleurs bien sombres cet état stationnaire qu'ils entrevoyaient et Ricardo et Macculloch, tout au moins, avaient une vue pessimiste du progrès économique lui-même, qui, selon eux, tendait à la baisse des profits et nous conduisait à l'état stationnaire. Les sympathies de Stuart Mill vont, au contraire, à l'état stationnaire. Il attache, en effet, moins d'importance au progrès économique qu'au progrès social, intellectuel et moral. « Un état stationnaire du capital et de la population n'implique pas un état stationnaire du perfectionnement humain...

« Même les arts de la production pourraient être cultivés avec autant d'énergie et de bonheur, à cette seule différence près, qu'au lieu de ne servir d'autre dessein que l'accroissement de la richesse, les perfectionnements de la production auraient leur effet normal, celui d'abrégier le travail » (1).

Le progrès économique ne paraît pas à Stuart Mill normal ; il y voit « un accident de croissance », peut-être d'ailleurs inévitable. Il espère que celles des nations européennes qui, jusqu'alors, en ont été préservées réussiront à éviter cette phase transitoire dans le progrès de la civi-

(1) Principles of Political Economy, ed. Ashley, p. 751.

lisation, car, avec Auguste Comte, il croit que l'homme peut intervenir pour accélérer ce progrès. A cet effet, il semble compter principalement sur les consciences d'élite qui, par l'éducation, en pourront former d'autres à préférer des biens supérieurs aux richesses. Mais, la condition indispensable, pour abréger cette phase transitoire, c'est de limiter la population. Ce moyen permettra seul aux hommes de renoncer à augmenter leurs subsistances et Stuart Mill revient toujours à préconiser ce remède. Il nous suffit de constater ici que, dans cette théorie complexe du progrès économique et de l'état stationnaire chez Stuart Mill, nous retrouvons quelques idées chères à Auguste Comte sur les époques de transition, les maladies chroniques et, dans une certaine mesure, inévitables auxquelles sont sujettes les sociétés, la possibilité de hâter le progrès. Elles permettent à Stuart Mill d'allier le pessimisme économique de Ricardo et de Macculloch à cet optimisme général et définitif, que lui avait légué l'école philosophique du XVIII^e siècle.

§ 4. — *Visions d'avenir.*

Quant au sixième et dernier chapitre « L'Avenir probable des classes laborieuses », il ne tient aux précédents que par un lien très lâche ; il en diffère entièrement. C'est un essai pour prévoir l'avenir à la manière des Saint-Simoniens et d'Auguste Comte, quoique avec moins de confiance et plus de discrétion. Stuart Mill y recourt à la philosophie de l'histoire comme instrument de prévision. L'idée maîtresse du chapitre est que l'avenir des classes laborieuses dépend des progrès de leur raison.

Dans les deux premières éditions (1848 et 1849), elle s'exprimait dans l'alinéa suivant : « L'état économique de cette classe, et celui d'ailleurs de la société tout entière, dépend donc essentiellement de son état moral et intellectuel, et celui-ci, de son état social. Dans les détails économiques, les vues générales sur la société et la politique sont déplacées, mais on ne peut les bannir des recherches plus générales, car les divers éléments de la vie humaine ne se développent pas séparément, mais chacun dépend de tous ou est profondément modifié par eux. Pour éclairer la grande question économique de l'avenir, qui fait le principal intérêt du présent, la condition matérielle des classes laborieuses, nous devons la considérer, non séparément, mais relativement à tous les autres éléments de leur condition » (1).

Cet alinéa disparut à partir de la troisième édition (1852), pour faire place à un autre inspiré à Stuart Mill par la faveur dont avaient joui pendant les années précédentes les systèmes socialistes ; mais le changement n'implique pas que l'auteur ait abandonné la pensée qu'il exprimait, car, toute la suite du chapitre suppose cette pensée. « Le progrès », dit Stuart Mill, « a été en effet jusqu'ici, il est encore lent. Mais, il se fait dans l'esprit de la foule une éducation spontanée, que des moyens artificiels peuvent fort accélérer et perfectionner » (2).

Comme Auguste Comte avait tenté de prévoir l'avenir des religions et des sciences, ou les Saint-Simoniens celui des institutions sociales, de la famille, de la propriété,

(1) *Principles of Political Economy*, ed. Ashley, p. 752 (note 1).

(2) *Ibid.* p. 757.

du salariat, comme ils avaient les uns et les autres, prédit le succès de leurs systèmes, Stuart Mill essaie de prévoir l'avenir de la propriété, du salariat, des coopératives, les possibilités du socialisme. L'avenir du salariat et des coopératives fait l'objet du chapitre sur l'avenir probable des classes laborieuses. Dans le chapitre sur la propriété, Stuart Mill essaie de prévoir l'avenir de cette institution et celui des divers systèmes socialistes en honneur de son temps. Tous ces systèmes socialistes lui paraissent impossibles présentement, car tous supposent, plus ou moins, une transformation préalable de l'humanité. Une telle transformation est possible, sans doute, et désirable ; mais elle sera lente. Si elle se produit, les hommes d'un autre temps auront à choisir entre les systèmes socialistes et la propriété. Quel choix feront-ils ? Stuart Mill n'ose pas le déterminer et conclut : « Nous connaissons trop peu ce que peuvent être l'action individuelle ou le Socialisme, sous leur forme la plus parfaite, pour pouvoir décider lequel des deux sera la forme définitive de la Société humaine » (1).

Stuart Mill avait conscience d'avoir indiqué aux économistes une voie nouvelle où lui-même n'était pas entré bien avant. Dans ses dernières années, il devait encourager Emile de Laveleye à poursuivre ses recherches historiques sur l'origine de la propriété foncière et ses transformations successives. On en peut juger par une lettre datée d'Avignon, le 17 novembre 1872 ; peu de mois avant sa mort, il l'adressait à cet auteur qui, par la suite, devait la publier et la reproduire en note à la préface de son

(1) *Ibid.*, p. 209.

livre : « De la propriété et de ses formes primitives ». Dans cette lettre, Stuart Mill invitait de Laveleye à montrer quelles modifications pourrait subir à l'avenir le principe de la propriété.

CHAPITRE IX

DISTINCTION ENTRE LES LOIS DE LA PRODUCTION ET LES LOIS DE LA RÉPARTITION DES RICHESSES

Origine de cette distinction

Nous arrivons maintenant à une idée à laquelle Stuart Mill attachait une extrême importance et qui devait demeurer célèbre.

§ 1. — *La distinction.*

Il distingue, entre les lois statiques de l'économie politique, celles de la production et de la répartition. Suivant lui, les premières seules sont d'invariables lois naturelles. Les secondes sont sujettes à changer, comme les institutions sociales dont elles dépendent. Elles ont en effet varié suivant les temps et les lieux et pourraient varier plus encore, si les hommes le voulaient. Elles dérivent en dernière analyse des idées et des sentiments de l'humanité. « Sans doute les idées et les sentiments humains ne sont pas affaire de hasard. Ils résultent des lois fondamentales de la nature humaine combinées avec l'état actuel de la science et de l'expérience, avec l'état des institutions so-

ciales et de la culture intellectuelle et morale. Mais les lois de la formation des idées ne rentrent pas dans notre sujet. Elles font partie de la théorie plus générale du développement de l'humanité, sujet plus étendu et plus difficile que l'économie politique. Nous avons à considérer ici, non les causes, mais les effets des règles en vertu desquelles on peut répartir la propriété. Ceux-ci du moins sont aussi peu libres, et possèdent autant le caractère de lois naturelles que les lois de la production » (1).

Ces réflexions ouvrent le premier chapitre du livre II des « Principes d'Economie Politique », livre qui traite de la répartition.

Stuart Mill revient sur cette idée au début du chapitre premier du livre III, livre consacré à l'échange. Il veut nous avertir qu'il ne considère pas ce régime économique fondé sur l'échange comme nécessaire, universel, perpétuel. Voilà pourquoi, explique-t-il, il a rejeté jusqu'ici la question de la valeur qui fait l'objet du premier chapitre de ce troisième livre, au lieu d'en traiter au début de l'ouvrage. La théorie de la valeur est fondamentale en effet dans le mécanisme de l'échange, mais non dans la science économique, celle-ci ne se confond pas avec la science des échanges ou des valeurs. « On s'expose à se tromper bien souvent en Economie Politique, en ne distinguant pas entre les faits qui dérivent nécessairement de la nature des choses, et ceux qui résultent des institutions sociales ; cette erreur a, ce me semble, produit de tous temps deux inconvénients contraires : d'une part, elle a été cause que les économistes ont classé les vérités écono-

(1) Principles of Political Economy, ed. Ashley, p. 200.

miques simplement provisoires au nombre des lois universelles et perpétuelles de la science ; et d'autre part, elle a amené bien des gens à prendre à tort les lois perpétuelles de la production (par exemple, celle dont résulte la nécessité de restreindre la population) pour des accidents passagers tenant à l'état social actuel — état dont il est permis de ne pas tenir compte à ceux qui forgeraient un nouveau système social » (1).

Les lois de la production se réduisent à deux : la loi de la population et celle du rendement non proportionnel. Ce sont celles des grandes lois classiques auxquelles Mill tenait le plus. Toutes les autres relatives à la répartition et à l'échange sont pour lui « des vérités provisoires » ; parce qu'elles dépendent d'institutions sociales qui résultent elles-mêmes du développement de l'humanité. Cette distinction s'inspire donc du relativisme historique. Les lois de la répartition et de l'échange ne sont pas des lois naturelles. Stuart Mill leur dénie tous les caractères qu'il attribue à celles-ci ; elles ne sont pas générales, ni nécessaires, non plus qu'invariables.

Il reproche aux économistes, c'est-à-dire, pensons-nous, à son propre père et à Ricardo, qui avait donné leur forme classique aux lois, pour citer quelques exemples, de la rente, du salaire nécessaire, des profits, de l'échange international, d'avoir méconnu la nature et la valeur toute relative et provisoire de ces lois. En somme, Stuart Mill oppose, à la notion de lois physiques, la notion de lois historiques. Quelques expressions lui échappent qui laisseraient même supposer plus, et donneraient

(1) *Principles of Political Economy*, ed. Ashley, p. 436.

à croire qu'il hésite entre le déterminisme et la liberté morale : « les effets, du moins, sont aussi peu libres ».

Mais les socialistes encourent eux aussi un reproche. « Ils ont pris à tort les lois perpétuelles de la production ...pour des accidents passagers tenant à l'état social actuel ». Ce reproche semble viser en particulier les Saint-Simoniens qui professaient une philosophie de l'histoire apparentée de très près à celle de Comte. Les expressions même que Stuart Mill emploie dans cette phrase sont conformes à la terminologie Saint-Simonienne.

Il paraît donc bien que ces réflexions aient été suggérées à Stuart Mill par l'étude approfondie qu'il avait faite du Saint-Simonisme et du positivisme.

§ 2. — *L'influence de Madame Taylor sur les idées de Stuart Mill est négligeable.*

Pourtant, lui-même signale dans l'« Autobiographie » une autre origine. Il déclare devoir, en partie tout au moins, cette idée à sa femme : « J'avais appris à la vérité en partie cette manière de voir des pensées éveillées en moi par les spéculations des Saint-Simoniens ; mais les suggestions de ma femme en firent une croyance vivante remplissant et animant tout le livre. C'est là un excellent exemple de la collaboration de celle-ci à mes écrits ». Mais si nous pouvons en général accepter le témoignage de Stuart Mill, toujours loyal et préoccupé de reconnaître les emprunts qu'il a faits à chacun, nous devons, dans le cas présent, le rejeter entièrement. Dès qu'il s'agit de

(1) Autobiography, ed. de Columbia-University, 1924, p. 175.

Madame Stuart Mill, son mari ne sait plus parler d'autre langage que celui du plus exalté, du plus aveugle amour. Il avait aimé cette femme vivante ; morte, il l'adorait.

Tenait-il vraiment d'elle certaines de ses idées ? et dans quelle mesure ? Il est presque impossible de l'apprécier.

En effet, Madame Stuart Mill n'a jamais rien écrit qu'en collaboration avec son mari, qui d'ailleurs lui survécut.

A part le trop enthousiaste témoignage de Stuart Mill, nous ne possédons sur elle que des renseignements bien rares. On a peine à se figurer sa personne ; encore moins discerne-t-on les qualités de son esprit ; on ne peut deviner si elle était douée d'une pensée originale.

Stuart Mill évitait d'en parler à quiconque jusqu'à leur mariage qui eut lieu en 1851. Elle était alors devenue veuve de son premier mari, M. Taylor. Elle et Stuart Mill se connaissaient depuis déjà plus de vingt ans. Ils étaient sensiblement du même âge. Lorsqu'ils s'étaient rencontrés pour la première fois, Stuart Mill faisait l'étude et la critique du Saint-Simonisme. L'évolution de ses idées commençait. A supposer donc que Madame Taylor ait eu part à cette évolution, son influence se serait exercée à partir de la même époque, et dans le même sens, que l'influence Saint-Simonienne. Si l'on en croit Bain, les éloges que Stuart Mill décerne à sa femme ont beaucoup exagéré la réalité ; ce critique réduit pour ainsi dire à néant l'influence qu'elle eut sur les opinions de l'auteur.

D'ailleurs, les éloges que Stuart Mill lui-même prodigue à Madame Taylor ne sont pas moins vagues qu'enthousiastes. Le seul exemple déterminé qu'il puisse don-

ner d'une idée suggérée par elle est celui que nous discutons. Encore est-il fâcheux. Stuart Mill reconnaît « avoir appris en partie cette manière de voir des pensées éveillées en lui par les spéculations des Saint-Simoniens ». Il ajoute « les suggestions de ma femme en firent une croyance vivante, remplissant et animant tout le livre ». Les termes de cette affirmation ne sont guère précis. Il ne s'agit pas de contester que Stuart Mill et sa femme aient partagé les mêmes idées ; mais on peut discuter que celle-ci en ait eues d'originales. Or, il est plus simple et plus vraisemblable d'admettre qu'au contraire elle les tenait de lui.

§ 3. — *Origine véritable de la distinction.*

La distinction entre les lois de la production, d'une part, celles de la répartition et de l'échange, d'autre part, semble une suite des réflexions qu'avait suscitées dans l'esprit de Stuart Mill la critique que la secte Saint-Simonienne avait faite de l'économie politique.

Les idées de cette école étaient familières à Stuart Mill, qui nous a rapporté lui-même, tout au long, dans son « Autobiographie », comment il les avait étudiées, et quels furent les résultats de cette étude. L'attention qu'il leur porta se soutint pendant plusieurs années. Tant que dura la propagande Saint-Simonienne, il la suivit de fort près et lut presque tout ce que l'école publia. Nous savons par sa correspondance avec Gustave d'Eichthal que celui-ci lui communiquait les revues Saint-Simoniennes : « le Producteur » puis « le Globe ». Après que la secte se fût dispersée, et que sa propagande eût cessé, l'influence d'Auguste Comte, devenue très profonde, prolongea celle des Saint-Simoniens, et, bien que, par la suite, elle dût faiblir,

jamais elle ne s'effaça. Il y eut là deux courants d'idées qui se rejoignirent.

Stuart Mill, au passage de ses « Mémoires » où il relate ses rapports intellectuels avec les Saint-Simoniens, nous dit à propos d'eux : « Leur critique des doctrines communes du Libéralisme me semblaient pleines d'importante vérité ; et ce furent en partie leurs écrits qui m'ouvrirent les yeux sur la valeur très relative et provisoire de l'ancienne économie politique, qui admet la propriété individuelle et l'héritage comme des faits invariables, et la liberté de la production et de l'échange comme le *dernier mot* (1) du perfectionnement social » (2). Cette phrase, rapprochée de l'autre phrase déjà citée du même ouvrage, la complète heureusement. Les Saint-Simoniens avaient critiqué l'économie politique. Leur critique était analogue à celle d'Auguste Comte, quoique plus vague et moins scientifique.

La critique Saint-Simonienne de l'économie politique découlait d'une théorie des institutions sociales et de leurs variations. Mais à cette théorie, il semble que l'idée des limites de variation fût restée étrangère. Les deux philosophies de l'histoire sont aussi très voisines ; mais celle des Saint-Simoniens, qui croient le développement social illimité, est bien plus optimiste que celle de Comte. A la différence de Comte, les Saint-Simoniens avaient surtout insisté sur les variations de l'histoire de la propriété. Ils s'étaient attachés à montrer les transformations successives de cette institution.

(1) En français dans le texte.

(2) Autobiography, ed. de Columbia-University, 1924, p. 117.

Or, sur elle, reposent justement les lois de la répartition. Il semble donc évident que la distinction entre les lois de la production indépendantes de toute organisation de la propriété et les lois de la répartition fondées sur la propriété, le caractère de nécessité attribué aux premières et refusé aux secondes, ont été inspirés à Stuart Mill par la doctrine Saint-Simonienne plutôt que par le positivisme. Au reste, il est superflu de faire remarquer tout ce que cette distinction présente d'artificiel et d'arbitraire, et combien elle est inférieure à celle que Rodbertus établit entre les rapports économiques et les rapports juridiques.

CHAPITRE X

STUART MILL ET LA QUESTION DE LA PROPRIÉTÉ

Les Saint-Simoniens avaient donc eu le mérite d'étudier la propriété, pour contestables que fussent d'ailleurs leur analyse historique et leur interprétation. Les économistes anglais qui avaient précédé Stuart Mill ne s'étaient pas posé cette question ; elle n'appartenait pas à leur science dont ils se faisaient une notion un peu étroite. Sous le nom de répartition ou de distribution, ils avaient analysé la répartition du produit entre les divers facteurs de la production, non point la répartition de la terre ou du capital. Au contraire, Stuart Mill, avant d'exposer les lois suivant lesquelles se distribuent les revenus, traite de la propriété, puisqu'à ses yeux celles-là reposent sur l'organisation de celle-ci.

Stuart Mill voit dans la propriété le droit exclusif de chacun à disposer de sa chose. La propriété implique la liberté des échanges, la liberté de tester en est aussi un élément essentiel. Quant à la succession ab intestat, elle n'est pas, aux yeux de Stuart Mill, comprise dans l'idée de propriété ; elle n'en est qu'une conséquence purement accidentelle. Les lois de la répartition reposent sur la propriété, et les lois de l'échange sur le principe de liberté des échanges.

§ 1. — *Les adversaires de la propriété.*

Les diverses écoles socialistes avaient dans la première moitié du XIX^e siècle inventé des systèmes qu'elles proposaient de substituer à la propriété. Entre toutes les écoles socialistes de ce temps, que Stuart Mill avait connues et étudiées, la secte Saint-Simonienne se distinguait par l'originalité de ses idées critiques et destructives. Pour édifier son organisation, elle avait soumis la propriété et l'héritage à une critique approfondie et originale, dont quelques points étaient alors très nouveaux. Après avoir sommairement rappelé les principales objections des Saint-Simoniens contre la propriété, nous nous attacherons à suivre la pénétration de ces idées chez Stuart Mill et nous verrons ce qu'il en a retenu.

Les arguments des Saint-Simoniens peuvent se ramener à trois.

Le premier est d'ordre moral. Les Saint-Simoniens critiquent la propriété au nom d'un idéal de justice abstraite ; cet argument n'a rien de nouveau ; avant eux, bien des philosophes ou des moralistes avaient, à ce point de vue, critiqué la propriété.

Le trait original qui distingue la critique Saint-Simonienne est d'avoir attaqué la propriété à l'aide d'arguments économiques. Par des arguments de cet ordre, l'école de Quesnay avait soutenu la propriété ; et, pour les économistes anglais, l'utilité sociale de cette institution ne faisait pas même question. Or, les Saint-Simoniens reprochent à la propriété d'être contraire aux intérêts de la production. Pourquoi ? — Parce que la propriété, telle qu'elle est organisée, est perpétuelle et héréditaire ; sa distribution n'est

pas régie par les intérêts de la production ; le hasard de la naissance en décide. Ainsi, les propriétaires sont-ils investis d'une importante fonction économique : mettre la terre et les capitaux à la portée des travailleurs. Or, cette fonction, ils sont le plus souvent incapables de l'exercer, et, en fait, ils l'exercent contrairement à l'intérêt social.

Quant à la liberté des échanges, les Saint-Simoniens ne reconnaissent à ce principe qu'une valeur négative ; ils le considèrent comme critique, destructeur et anarchique.

Ces arguments empruntés à l'utilité sociale, graves aux yeux de tout économiste, devaient l'être d'autant plus pour Stuart Mill que, chez lui, l'économiste se doublait d'un moraliste utilitaire. S'il avait tiré de l'utilitarisme toutes ses conséquences logiques, les mots de juste ou d'injuste auraient même été pour lui dénués de sens ; et la morale se serait absorbée dans l'économie politique. Il n'allait pas, il est vrai, jusqu'au bout de ces conséquences. Cependant, pour Stuart Mill moraliste, le point de vue économique avait une importance prépondérante.

On sait qu'à ces arguments, les Saint-Simoniens en joignaient un troisième emprunté à leur philosophie de l'histoire. Celle-ci leur paraissait un instrument de prévision infaillible. Au nom de leur philosophie de l'histoire, ils prédisaient la disparition inévitable, prochaine et définitive de la propriété qui serait nécessairement remplacée par leur système.

§ 2. — *Pénétration de ces idées critiques chez Stuart Mill.*

Stuart Mill doit d'abord à cette critique d'avoir discuté l'utilité sociale de la propriété, à la différence des

économistes anglais, ses maîtres. Depuis les Physiocrates, qu'au début du XIX^e siècle on avait tendance à négliger, plus personne ne s'était occupé de cette question. Stuart Mill même d'ailleurs paraît bien ressentir quelques scrupules à traiter ces sujets ; à plusieurs reprises, dans ses « Principes », il s'excusera d'avoir donné tant de place à des discussions qui ne rentrent pas dans le domaine de la science économique à proprement parler. Les Saint-Simoniens ont attiré de ce côté l'attention de Stuart Mill.

Celui-ci devait aboutir d'ailleurs à une conclusion très différente de la leur.

En effet, il n'attache pas à la répartition et à la propriété la même importance que les Saint-Simoniens. Ces derniers croient, avec tous les socialistes, que la nature est bonne, que tout le mal provient des institutions sociales et qu'il suffit de les changer pour abolir la misère. Stuart Mill, lui, voit dans les institutions sociales des faits, non pas négligeables, mais secondaires. Elles ne peuvent modifier la nature humaine ; elles ne peuvent rien sur les lois physiques de la production. Or, la grande cause de la misère est, aux yeux de notre auteur, la tendance de la population à s'accroître plus rapidement que les subsistances. Dès lors, la question de la propriété reste une question, mais elle n'est plus la seule question sociale. Il s'agit seulement de comparer les avantages relatifs de la propriété et ceux des systèmes socialistes.

Or, dans l'état actuel de l'humanité, la balance paraît à Stuart Mill pencher en faveur de la propriété.

L'humanité peut se transformer moralement. Stuart Mill l'espère ; mais le progrès moral sera très lent, et Stuart Mill, nous l'avons déjà vu, ne croit pas possible de

prévoir avec certitude la forme définitive de la société humaine.

Ainsi, bien que les arguments que les Saint-Simoniens avaient tirés, pour attaquer la propriété, soit de l'utilité sociale, soit de leur philosophie de l'histoire, aient vivement intéressé Stuart Mill ; bien qu'il les ait profondément médités, il n'accepte pas les conclusions de l'école.

En pratique, sur ces questions de propriété et de répartition des richesses, Stuart Mill cite comme « le credo de tout réformateur sérieux et raisonnable de la société » un passage d'un « illustre écrivain que devait immortaliser plus tard sa noble conduite ». Il s'agit de Lamartine. La citation se trouve dans un article paru dans « the Westminster Review » en 1849 que Sadi Carnot a traduit en 1875 sous le titre : « La Révolution française et ses détracteurs ». Le passage cité est emprunté à l'« Histoire des Girondins ». Il nous paraît curieux de voir ici se rejoindre l'économiste, le moraliste utilitaire et le poète le plus idéaliste qui fut jamais. A vrai dire, nous pourrions qualifier une telle rencontre d'inattendue si Stuart Mill ne nous avait accoutumés à un subtil éclectisme. Lamartine proclame la propriété contraire à la justice absolue, mais il déclare le socialisme pratiquement impossible et recommande de conserver les institutions actuelles en les améliorant avec patience et en corrigeant leurs injustices « une par une, siècle par siècle, loi par loi ».

§ 3. — *Stuart Mill et la question de l'héritage.*

En ce qui concerne l'héritage, Stuart Mill préconise des solutions beaucoup plus radicales. Or, c'est précisé-

ment à ce point que les Saint-Simoniens s'étaient attaqués avec le plus de violence. Ils professaient le plus parfait dédain pour « l'accident de la naissance ». Stuart Mill consacre à l'héritage deux sections dans les « Principes d'Economie Politique » : l'une traite de la succession ab intestat, et l'autre du testament.

En bon Anglais, et cette expression n'emporte aucun blâme, d'autant plus qu'à cet égard, les Anglais ont des idées plus saines que les Français, Stuart Mill ne souffre pas qu'on touche à la liberté testamentaire. Il critique même sévèrement les limitations que la loi française apporte à celle-ci. Il propose une solution curieuse ; car il déclare que, s'il forgeait un code, il limiterait à un certain maximum le droit, non de disposer, mais d'acquérir à cause de mort.

Quant à la succession ab intestat, Stuart Mill souhaite sa suppression pure et simple ; il partage le mépris des Saint-Simoniens pour « l'accident de la naissance ».

CHAPITRE XI

STUART MILL ET LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Ses idées sur la concentration de la propriété foncière, sur la petite propriété et ses résultats

Stuart Mill distingue la propriété foncière de toute autre ; et ce que nous avons vu jusqu'ici ne s'applique pas à elle. Pour Stuart Mill et la plupart de ses contemporains, le propre de la terre est de donner une rente. Les économistes modernes devaient élargir cette idée de rente. Mais, Stuart Mill envisageait ce phénomène comme restreint au sol. Dans une société progressive, a démontré Ricardo, la rente du sol tend à s'accroître. Il en reste là ; il se contente de formuler cette théorie sans en tirer de conclusion pratique. De cette théorie combinée avec les théories ricardiennes sur les profits et les salaires, Stuart Mill conclut que le progrès économique profite aux seuls propriétaires fonciers, que le temps travaille pour eux, qu'ils n'ont pour s'enrichir qu'à attendre dans une tranquille oisiveté. Et il juge la propriété foncière anti-sociale. Comme le dit très justement Cairnes : « Sa théorie de la nature spéciale de la propriété foncière, et sa doctrine quant » à l'accroissement non gagné « de la valeur du sol qui se produit avec le pro-

grès social, ne sont que déductions directes de la théorie ricardienne de la rente » (1). James Mill, d'ailleurs, avait déjà fait ce pas. Ni l'un ni l'autre ne propose sans doute d'abolir la propriété foncière ; mais ils recommandent de confisquer la rente. N'insistons pas sur cette idée. On n'y saurait trouver aucune trace d'influence étrangère aux traditions de l'école anglaise bien que, de leur côté, les Saint-Simoniens aient utilisé la théorie économique de la rente dans leur critique de la propriété.

Sur un point plus particulier, quoique encore important, la concentration de la propriété foncière, Stuart Mill s'écarte au contraire sensiblement des traditions anglaises. A cet égard, il s'inspire non plus de penseurs français, mais de coutumes françaises.

Il connaissait parfaitement tous les usages de notre pays où il avait fait des séjours fréquents et prolongés. Il distingue deux faits qu'il est indispensable de distinguer, quoiqu'on ait eu parfois tendance à les confondre : la concentration de la propriété et celle de la production, ou plus spécialement de la propriété rurale et de la culture. Ils peuvent coexister, mais ils peuvent aussi bien être séparés. Il arrive que la grande culture coïncide avec la petite propriété rurale et, plus souvent encore que la petite culture se rencontre avec la grande propriété. Ce dernier cas était, au temps de Mill, celui notamment de l'Irlande. Notre auteur analyse donc séparément au livre de la « Production » les effets de la petite culture sur la production, et, au livre de la « Répartition » les effets généraux de la petite propriété rurale.

(1) J. E. Cairnes on Mill's Political Economy — Appendice à John-Stuart Mill de Bain, p. 200.

§ 1. — *Effets de la petite culture sur la production.*

Le système de la grande culture s'était établi en Angleterre au XVIII^e siècle. Il y dominait au temps de Stuart Mill et s'y prolonge encore aujourd'hui. Sous ce régime, l'agriculture anglaise avait marqué dans la première moitié du XIX^e siècle, de rapides progrès. Les Anglais étaient très initiés de cette prospérité. Beaucoup jugeaient la petite culture par le déplorable exemple de l'Irlande. Souvent mal informés des choses du continent, les agronomes anglais étaient persuadés que la petite culture avait produit en France des résultats désastreux.

Stuart Mill cherche à leur prouver qu'ils exagèrent l'infériorité de l'agriculture française. De plus, il ne pense pas que cette infériorité dans la mesure où elle est réelle, ait pour cause le système de culture. « Elle est due probablement, dit-il, à une moyenne plus faible d'habileté industrielle et d'activité dans ce pays » (1).

En admettant même qu'elle provienne en partie du morcellement, « elle ne prouve pas », ajoute Stuart Mill, « que la petite culture soit désavantageuse mais seulement (ce qui est assurément un fait réel), que les fermes en France sont très souvent trop petites et, ce qui est pire, fractionnées en un nombre presque incroyable de morceaux de terre ou *parcelles* (2) dispersées d'une façon très peu convenable et séparées les unes des autres » (3). Il ajoute que les autorités du continent se montrent beaucoup moins favorables à la grande culture que celles d'Angleterre.

(1) Principles of Political Economy, ed. Ashley, p. 152.

(2) En français dans le texte.

(3) Principles of Political Economy, ed. Ashley, p. 152.

« Le peu d'étendue des fermes et la multiplicité qui en est la conséquence sont, d'après toutes les autorités, extrêmement favorables à l'abondance d'une foule de produits secondaires de l'agriculture » (1). Stuart Mill fait encore observer que ce système est presque le seul possible pour certaines cultures méridionales, la vigne et l'olivier, par exemple, « végétaux auxquels individuellement on doit consacrer beaucoup de soin et de travail ».

En ce qui concerne le produit brut, il reste sans doute en moyenne, reconnaît Stuart Mill, inférieur en France à ce qu'il est en Angleterre. Cependant, notre auteur incline à penser que, toutes choses égales d'ailleurs, le produit brut doit être supérieur avec un système de petite culture. Or, au point de vue social, le produit brut est l'important.

Selon l'opinion générale, il est vrai, le produit net importe davantage au point de vue politique. Le produit net est en effet pour l'Etat une source de revenus ; « c'est pourquoi la nation, dont le produit net est moindre (en laissant de côté toute question relative aux cultivateurs effectifs) doit être inférieure dans les principaux éléments de puissance nationale ». Les auteurs anglais, en général, nous dit Stuart Mill, admettaient que le produit net doit nécessairement être moindre sous un régime de petite culture. Stuart Mill estime qu'ils en ont jugé précipitamment, et il discute longuement en particulier l'opinion de Wakefield.

Dans l'édition de 1865, Stuart Mill devait ajouter deux paragraphes à ce chapitre : « Persuadé que de toutes les fautes qu'un savant qui écrit sur des questions politiques

(1) *Ibid.*, p. 153.

et sociales, puisse commettre l'exagération et l'affirmation sans preuve sont celles dont il doit le plus se garder, je m'étais borné dans les éditions précédentes de ce livre aux affirmations très mesurées qui précèdent. J'ignorais combien j'aurais pu aller plus loin sans dépasser la vérité et combien le progrès de l'agriculture française dépassait ce que je pouvais alors prouver. Les recherches de Monsieur Léonce de Lavergne entreprises par ce spécialiste éminent des choses de l'agriculture, pour satisfaire le désir de l'Académie des Sciences Morales de France, l'ont amené à conclure que, depuis la Révolution de 1789, le produit total de l'agriculture française a doublé, que les profits et les salaires ont augmenté à peu près dans la même proportion et la rente dans une proportion plus grande. Monsieur de Lavergne dont l'impartialité est un des plus grands mérites ne peut d'ailleurs être soupçonné dans ce cas d'avoir trop voulu prouver sa thèse, puisqu'il s'évertue à montrer non les progrès que l'agriculture française a faits ; mais ceux qu'il lui reste à faire... »

Stuart Mill conclut : « Après ce témoignage, nous avons sans doute maintenant le dernier mot sur l'impossibilité où seraient les petites propriétés et les petites fermes de perfectionner leur agriculture. Tout ce qui reste à discuter est une question de degrés. Celle de la rapidité relative du progrès agricole sous les deux systèmes ; et l'opinion commune de ceux qui connaissent également bien l'un et l'autre, est que le progrès est plus grand là où les deux systèmes sont mêlés convenablement » (1).

(1) Principles of Political Economy, livre I, chapitre IX.

§ 2. — *Effets généraux de la petite propriété rurale.*

Au point de vue même de la production, la petite culture offre bien plus d'avantages si elle est jointe à la petite propriété, que si elle en est séparée.

Un autre économiste anglais, contemporain de Stuart Mill et son ami, W. J. Thornton, s'était, en même temps que lui, occupé de la petite propriété rurale. Son « Plaidoyer en faveur des paysans propriétaires » parut en 1848, la même année que les « Principes d'Economie Politique » et Stuart Mill cite cet ouvrage de Thornton, à partir de la deuxième édition (1849) seulement de ses « Principes ». Cependant, l'ouvrage de Mill fut publié un peu après celui de Thornton et Bain nous dit que Mill lut les épreuves de Thornton pendant qu'elles étaient sous presse. Or, Stuart Mill lui-même dit dans son autobiographie que les « Principes d'Economie Politique » ont été envoyés à l'impression avant la Révolution française de 1848, donc avant février de cette année, et qu'il avait achevé de les écrire avant la fin de 1847. Il faut supposer que Stuart Mill aura lu les épreuves de Thornton dans les derniers mois de 1847 alors que les « Principes d'Economie Politique » étaient déjà presque entièrement rédigés. Bain croit que c'est Thornton qui intéressa d'abord Mill à la petite propriété rurale. Cependant, celui-ci dès la fin de 1846, avait commencé d'écrire pour « The morning Chronicle », une série d'articles où il traitait de la petite propriété rurale et recommandait de l'essayer en Irlande. Bain ignorait que Mill, dans la dernière lettre qu'il adressait à Comte le 17 mai 1847, entretenait celui-ci de la petite propriété des paysans français, car on avait alors édité les lettres de

Comte à Mill, mais non celles de Mill à Comte. Mais, d'autre part, Bain lui-même cite une lettre un peu antérieure que Stuart Mill écrivait le 27 janvier 1847 et dans laquelle il disait : « La dernière chose que j'ai faite pour le *Chronicle* était une réfutation point par point en trois longs articles de l'article de Croker sur la division de la propriété en France... ». Thornton aurait pu néanmoins attirer de ce côté l'attention de Stuart Mill par des conversations ; mais nous n'avons aucun témoignage de ces conversations, aucune preuve que la première idée soit venue de Thornton. D'ailleurs, Stuart Mill, qui connaissait personnellement la France presque aussi bien que son propre pays, n'avait besoin de personne pour constater combien, à cet égard, les idées et les faits différaient d'une rive à l'autre de la Manche. Quoiqu'il en soit, que Mill ou Thornton ait, le premier, songé à faire connaître au public britannique la petite propriété rurale, il est certain en tous cas que Stuart Mill a observé directement ce fait chez nous.

Bien que d'anciennes traditions, tout au moins dans certaines parties de l'Angleterre, aient été en faveur de la petite propriété, il paraît qu'au temps de Mill elles étaient bien oubliées. Lui et Thornton ne furent même pas compris au début. Les formes de leur langue se prêtaient mal à exprimer l'idée de paysan propriétaire : « L'expression familière pour désigner les propriétaires de la terre étant », nous dit Stuart Mill, « celle de *Landlords*, expression qui évoque toujours sa corrélatrice *tenant*. Lorsque, au temps de la famine, l'idée de fonder des propriétés paysannes, comme moyen d'améliorer le sort de l'Irlande se présenta dans les discussions du Parlement et des journaux, il se

trouva des écrivains spécieux, pour confondre les petites tenures des *cottagers* irlandais, avec les propriétés paysannes, tant le terme de propriétaire était loin d'évoquer dans leur esprit aucune idée claire » (1). La grande famine irlandaise s'était produite en 1846 : Stuart Mill avait écrit dans l'hiver de 1846 à 1847 la série d'articles sur la situation économique de l'Irlande et il y fait allusion lorsqu'il parle des discussions des journaux. Dans les « Principes d'Economie Politique » il insiste longuement sur la question de la petite propriété rurale pour se faire comprendre de ses lecteurs anglais. Afin de les mieux convaincre, il leur cite de nombreux témoignages de voyageurs anglais. Il invoque surtout le témoignage du célèbre agronome et voyageur Arthur Young qui avait parcouru la France dans les années 1787, 1788 et 1789. Il accepte sans la critiquer cette affirmation d'Arthur Young : « que l'agriculture française était misérable et le paysan français réduit à une extrême indigence avant la Révolution ». Aujourd'hui plusieurs historiens qui ont étudié la condition économique des campagnes françaises au XVIII^e siècle inclinent à penser que cette affirmation était exagérée. Il est toujours dangereux de généraliser. La misère signalée par Arthur Young pouvait être le résultat de crises passagères ou elle pouvait être limitée à quelques provinces (2). Mais on ne saurait faire grief à Stuart Mill d'une erreur que partageaient de son temps tous les Français et qu'il a fallu près d'un siècle pour redresser. « A cette époque », ajoute Stuart

(1) Principles of Political Economy, ed. Ashley, p. 257-258.

(2) Voir le livre admirable « l'Ancien Régime » de F. Funck-Brentano (1926), p. 409-411, 416-420, 434 à 435.

Mill, « il (1) n'était pas aussi généralement qu'aujourd'hui propriétaire du sol. Il y avait, cependant, des cantons considérables de la France où la terre, dès lors, était en grande étendue possédée par les paysans et dont un grand nombre formait une remarquable exception à l'état de culture généralement déplorable et à l'indigence générale » (2). Stuart Mill conclut donc : « Nous pouvons dire : l'expérience de ce célèbre agronome, de cet apôtre de *la grande culture* (3) démontre que les résultats des petites propriétés, cultivées par des paysans propriétaires, sont admirables si toutefois elles ne sont pas d'une *trop* petite étendue : à savoir d'une étendue insuffisante pour absorber le temps et les soins de la famille ; car Young se plaint souvent, avec une grande apparence de raison, de la somme de loisirs dont le paysan pouvait disposer là où la terre était divisée en très petites parcelles malgré le zèle dont il s'efforçait d'améliorer son petit patrimoine, par tous les moyens que pouvaient lui suggérer ses connaissances ou son esprit d'invention » (4).

Stuart Mill recherche les effets de la petite propriété rurale sur la condition physique des travailleurs agricoles. Ces effets lui paraissent en somme heureux. Sans doute, des voyageurs rapides ont pu juger les paysans propriétaires indigents, mais Stuart Mill montre que ce jugement est précipité. Le fait que la viande ne paraît guère sur la table du paysan belge ou français ne prouve pas, fait-il remarquer, que ces gens soient misérables, comme sont

(1) le paysan.

(2) *Principles of Political Economy*, ed. Ashley, p. 218.

(3) en français dans le texte.

(4) *Principles of Political Economy*, ed. Ashley, p. 281.

tentés de le croire les Anglais. Cette frugalité peut être due à l'épargne aussi bien qu'à la pauvreté.

Stuart Mill ajoute qu'en effet les paysans propriétaires épargnent bien plus que les journaliers. Or, l'épargne est à ses yeux une vertu des plus précieuses. Il juge l'état du paysan propriétaire éminemment favorable « aux vertus morales de prudence, de tempérance ». Il ne le trouve pas moins favorable au travail, et pense que cette condition est très propre à stimuler le développement de l'intelligence.

Du paysan français, il fait ce portrait : « Parmi les Français, peuple cependant ami du plaisir et ne passant pas pour de mœurs rigides, l'esprit d'épargne est répandu dans la population rurale d'une façon satisfaisante dans l'ensemble, et qui, dans les cas particuliers, pèche plutôt par excès que par défaut. Parmi ces gens, que les voyageurs, à raison des cabanes où ils vivent, et des herbes et racines dont ils se nourrissent, prennent pour des preuves vivantes et des spécimens de l'indigence générale, un grand nombre entassent dans des sacs de cuir des trésors, consistant en pièces de cinq francs qu'ils conservent peut-être pendant toute une génération, s'ils ne s'en défont pour satisfaire leur passion favorite, l'acquisition de la terre. Si quelque inconvénient moral s'attache à un état social où le paysan possède la terre, c'est le danger qu'il devienne trop soucieux de ses intérêts pécuniaires, astucieux et calculateur au sens péjoratif. Le paysan français n'est pas un simple rustre, un franc *paysan du Danube* (1) ; mais il est maintenant dans la réalité, comme dans la fiction,

(1) en français dans le texte.

le *rusé paysan* (1). Il se trouve à cette phase du développement progressif que la nature des choses a imposé à l'intelligence et à l'émancipation humaines. Mais quelque excès en ce sens est un mal insignifiant et passager comparé à l'insouciance et à l'imprévoyance chez les classes laborieuses, et c'est payer bon marché la valeur inestimable de la vertu de l'indépendance personnelle devenue le caractère général d'un peuple ; cette vertu est l'une des principales conditions de supériorité dans le caractère de l'homme — le terrain où les autres vertus doivent le plus souvent plonger pour prendre racine : une qualité indispensable pour la classe laborieuse, même si celle-ci est parvenue à un degré passable d'aisance physique et elle distingue avantageusement des autres populations laborieuses le paysan de France et des autres contrées de l'Europe où se trouvent des paysans propriétaires » (2).

D'après le pasteur protestant d'Avignon Rey, avec qui Stuart Mill s'était lié d'amitié (3) lorsqu'il habitait cette ville, celui-ci reconnaissait encore un autre effet heureux à la petite propriété. « Il trouvait à la France deux avantages : la constitution de la petite propriété et le suffrage universel. Ces deux institutions ne réalisaient pas certainement ce qu'il aurait voulu. Elles avaient leurs inconvénients et leurs dangers ; mais il croyait qu'elles avaient fait à la France tout le mal qu'elles pouvaient lui faire et qu'en revanche, elles lui assuraient dans l'ordre social et politique une stabilité qui la mettrait pour longtemps à

(1) en français dans le texte.

(2) *Principles of Political Economy*, ed. Ashley, p. 287.

(3) Bain a parlé de cette amitié.

l'abri des bouleversements » (1). Mais, nous le savons, la plus grande question sociale, la plus importante, pour Stuart Mill, celle qui fait l'objet de ses préoccupations constantes, est la question de la population. En elle, se résolvent, pense-t-il, toutes les questions qui intéressent le sort des classes laborieuses. Tout ce qui favorise l'accroissement de la population est mauvais, tout ce qui y met obstacle est bon. A ce point de vue, Stuart Mill juge chaque institution. Il recherche donc l'effet de la petite propriété sur le mouvement de la population. L'expérience de la France lui paraît la plus décisive. En bon observateur, il remarque dès 1848 que la population française est celle qui s'accroît le plus lentement de toute l'Europe. Il croit la condition du paysan propriétaire très favorable à cette prudence morale qu'il recommande si fort, sans jamais s'expliquer clairement sur les moyens.

« Pour conclure cette enquête sur l'action directe et les influences indirectes de la propriété des paysans, je tiens comme prouvé qu'il n'existe point de rapport nécessaire entre cette forme de propriété foncière et un état imparfait des arts de la production, qu'elle est favorable à tout autant d'égards qu'elle est défavorable au meilleur emploi des facultés du sol, qu'aucun autre état actuel d'économie rurale ne produit des effets aussi heureux sur le travail, l'intelligence, la frugalité et la prudence de la population, ni ne tend en somme à décourager autant un imprudent accroissement de celle-ci et qu'aucun état actuel n'est donc en somme aussi favorable à son bien-être tant physique que moral » (2).

(1) Rey — John-Stuart Mill en Avignon, p. 11.

(2) Principles of Political Economy, ed. Ashley, p. 300.

Stuart Mill trouve donc l'état du paysan propriétaire bien préférable à celui de l'ouvrier agricole. Est-ce à dire qu'il voit dans la petite propriété rurale un moyen d'affranchir les travailleurs du salariat ? Cette solution n'aurait selon lui qu'une valeur partielle et provisoire. Il reconnaît qu'en France un grand nombre de paysans sont ainsi émancipés du salariat. Il croit que, grâce à une nombreuse population de paysans propriétaires, cette question est en France moins urgente peut-être que dans d'autres pays.

Mais, pour affranchir les ouvriers, il met son espoir surtout dans les coopératives de production. Cette idée émise par Louis Blanc et expérimentée en France dans les années qui suivirent la révolution de 1848, avait séduit Stuart Mill. Elle lui inspire de très nombreux passages dans l'édition de 1852 des « Principes d'Economie Politique ». Dans la lettre à Emile de Laveleye du 17 novembre 1872 que nous avons eu déjà l'occasion de citer, Stuart Mill semble envisager tout particulièrement l'exploitation par des coopératives ouvrières pour l'agriculture anglaise. Ces faits sont bien connus, et même trop connus pour y insister dans un ouvrage de cette nature. Et d'autre part, nous estimons avec Ingram que : « Nous avons besoin de nous intéresser seulement à ces modes de pensée qui ont joué un grand rôle et ont exercé en pratique une sérieuse influence dans le passé, ou dans lesquels nous pouvons découvrir les racines du présent et de l'avenir ».

Nous voulons seulement rappeler ici que la petite propriété rurale ne saurait, d'après Stuart Mill, résoudre uniformément par tous pays la question du salariat, et qu'il ne préconise pas cette solution pour sa patrie.

Pourtant, on peut faire remarquer que, depuis lors, sur la grande et la petite propriété rurales, les idées régnant en Angleterre se sont fort modifiées. Elles sont devenues aujourd'hui bien plus favorables à la petite culture et à la petite propriété. Cependant, nous devons dire que ces changements paraissent dus beaucoup moins à l'influence des idées de Stuart Mill qu'à la crise agricole qui sévit vers 1880 et, durement ressentie en Angleterre, inspira aux Anglais des doutes quant à l'excellence de leur système d'économie rurale.

CHAPITRE XII

APPLICATION DE CES IDÉES AUX QUESTIONS AGRAIRES QUI AGITAIENT ALORS L'IRLANDE (1)

Puisque Stuart Mill ne songe pas à introduire en Angleterre la petite propriété rurale, pourquoi tellement tenir à la faire connaître à ses concitoyens, pourquoi s'évertuer à leur en vanter les bienfaits ? Il ne cesse alors de penser à l'Irlande.

La question d'Irlande, dont aujourd'hui tous les amis de l'Irlande et de l'Angleterre sont heureux de pouvoir parler au passé, était multiple.

- (1) Sur les questions agraires au XIX^e siècle en Irlande, voir, outre les écrits de Stuart Mill indiqués à la bibliographie : Gustave de Beaumont. — L'Irlande sociale, politique et religieuse, 1839.

Léonce de Lavergne. — Economie rurale de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande, chapitres 23, 24, 25 : l'Irlande. — Sydney Low et Sanders : Histoire de l'Angleterre sous le règne de Victoria, ch. III, IV, XI, XV, XVIII, 1907. — Sismondi : Etudes sur l'Economie politique, 1837 — 5^e Essai de la Condition des Cultivateurs Irlandais et des causes de leur détresse. — 7^e Essai, Des devoirs du Souverain envers les cultivateurs irlandais et des moyens de les tirer de leur détresse.

Sur l'état économique de l'Irlande aujourd'hui : L. Paul-Dubois : L'Irlande nouvelle, Revue des Deux-Mondes, novembre 1926, et M. L. Sjeostedt, L'Irlande d'aujourd'hui, Revue des Deux-Mondes, 15 juin-1^{er} juillet 1930.

On peut dire pour simplifier que, plutôt religieuse jusqu'en 1830 environ, elle était devenue surtout économique et agraire vers le milieu du siècle, et devait ensuite prendre un caractère de plus en plus nettement politique.

Mais les faits sont plus complexes. Les éléments économiques, politiques, religieux se mêlaient intimement.

La question agraire, par exemple, le principal problème économique pour ce peuple de paysans, n'était pas elle-même purement économique. Le régime de grande propriété foncière, que l'Angleterre lui avait imposé, était odieux au peuple irlandais, non seulement à raison de ses effets économiques, mais encore à cause de ses origines politiques, la conquête et la confiscation, dont le souvenir demeurait vivant dans tous les cœurs. A vrai dire, les Irlandais ne tenaient pas pour propriétaires légitimes les fils de ceux qui les avaient dépouillés de leur sol. Le ténancier irlandais et catholique ne voyait pas seulement dans son « *landlord* » anglais et protestant, le propriétaire le riche, l'adversaire de classe ; mais l'étranger, l'ennemi de sa patrie et le persécuteur de sa foi.

Stuart Mill a envisagé la question d'Irlande surtout par son aspect économique et agraire. Le remède qu'il proposait d'apporter aux maux économiques dont souffrait le peuple irlandais lui fut inspiré par l'exemple du Continent et, croyons-nous pouvoir dire, de la France en particulier. Ce sujet spécial et complexe offre une excellente occasion de voir Stuart Mill appliquer ses théories économiques à des circonstances concrètes. C'est pourquoi nous allons y insister un peu et montrer comment Stuart Mill conseille d'introduire en Irlande le régime de propriété foncière qui est celui de la France, et comment il espère,

par ce moyen, régénérer économiquement l'Irlande, et obtenir, en retour, des Irlandais, un attachement sincère à l'Union.

§ 1. — *Etat économique de l'Irlande au temps de
Stuart Mill — ses causes.*

Qu'on veuille bien songer à ce qu'était, au temps où Stuart Mill écrivait, la condition économique de l'Irlande. Elle se résumait dans le tableau suivant : la misère régnait à l'état endémique ; les paysans ne connaissaient guère d'autre aliment que la pomme de terre ; les années où la récolte de celle-ci était mauvaise, il y avait famine ; tel fut le cas en 1846 ; et, à la suite de cette famine, commença le grand mouvement d'émigration. Stuart Mill explique cet état par le régime de propriété et de tenure et par le système de culture que l'Angleterre avait imposés à l'Irlande. Il se heurtait à bien des préjugés tenaces, à des explications vulgaires et commodes. Entre d'autres auteurs et lui ce sera un sujet de polémique.

Les Anglais attribuaient volontiers les maux de l'Irlande sans analyser les effets ni les causes, à la paresse naturelle de ses habitants. Sismondi rapporte que les Anglais reprochent aux Irlandais d'être « incapables d'ordre, de suite dans le travail, d'économie ». Il ajoute : « Les protestants fanatiques accusent en outre des malheurs de l'Irlande l'esprit du catholicisme et le caractère intrigant du clergé » (1). Gustave de Beaumont écrit : « Il ne m'est guère arrivé de parler à des Anglais de l'Irlande et de ses

(1) Etudes sur l'Economie Politique, 1^{er} volume, 1837, p. 247.

malheurs, sans entendre presque aussitôt cette objection : l'Irlande se plaint d'être pauvre, mais que voulez-vous ? le travail seul donne la richesse et il y a dans l'indolence et la paresse naturelle de l'Irlandais un obstacle invincible au travail, et par conséquent à la fin de ses maux » (1). Et Léonce de Lavergne, une vingtaine d'années plus tard : « Ils (2) affirment que le caractère irlandais a des défauts qui lui sont propres et qui auraient en tout état de cause arrêté l'essor national... Les Anglais attribuent aussi à la religion catholique une influence énervante » (3). Aujourd'hui même où ces préjugés sont très affaiblis, bien des Anglais demeurent imbus de la supériorité de leur propre race et de l'infériorité de la race irlandaise. Des explications de ce genre avaient d'ailleurs l'avantage d'endormir leur conscience publique.

Stuart Mill les combat au nom de principes philosophiques que nous connaissons bien ; il attache, nous le savons, très peu d'importance à l'idée de race ; il n'admet pas que le caractère des individus ou des nations soit immuable ; il croit, au contraire, que ce caractère se modifie sous l'action de causes extérieures. Stuart Mill renverse l'explication vulgaire : le caractère des Irlandais n'est pas la cause profonde de leur misère ; au contraire, leur misère a formé leur caractère. Quant à la seconde explication suivant laquelle la religion catholique ferait obstacle à la prospérité des peuples, Stuart Mill en dépit d'un anticatholicisme assez prononcé la rejette aussi. « Il ne faut

(1) L'Irlande sociale, politique et religieuse, 1839, 1^{er} volume, p. 348.

(2) les Anglais.

(3) Economie rurale de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande, 3^e ed. 1858, p. 390.

pas », déclare-t-il, « se dispenser de l'étude des influences morales et sociales sur l'esprit humain ». Courageusement il dit à ses concitoyens des choses pénibles à entendre, et dénonce franchement la responsabilité de leurs gouvernements successifs.

§ 2. — *Le régime de propriété et le système de culture en Irlande au temps de Stuart Mill.*

Le régime de propriété foncière était en Irlande avant les diverses lois agraires qui se sont succédé depuis le premier *Irish Land Act* de 1870, celui de la grande propriété. Il était joint, non à la grande culture, comme en Angleterre mais à la petite culture. La classe des fermiers capitalistes, armature de l'économie rurale de l'Angleterre, qui prennent la terre à bail, fournissent le capital et recrutent des journaliers pour cultiver, était absente de l'Irlande. Le sol irlandais était loué par petits lots à des paysans dépourvus de capital, ils le tenaient soit immédiatement du propriétaire, généralement d'un Anglais qui vivait loin de l'Irlande, soit, le plus souvent, de spéculateurs, les « middlemen ». Mais ces derniers ne fournissaient point de capital et ne faisaient aucune amélioration. Dans son opuscule de 1868, « l'Angleterre et l'Irlande », Stuart Mill explique que les Anglais maintiennent en Irlande la grande propriété foncière que jadis ils y ont instituée parce que, bien qu'ils aient depuis longtemps renoncé à gouverner l'Irlande pour l'Angleterre, « ils ne savent pas la gouverner pour elle-même ». De la meilleure foi du monde, ils croient que la grande propriété foncière est toujours et partout une cause de prospérité.

Stuart Mill s'est ailleurs efforcé de démontrer que le principe de la grande propriété foncière peut se discuter, et que les mérites n'en sont pas incontestables ; que la petite culture qui paraît condamnée à un observateur superficiel, par l'expérience irlandaise, est bien plus productive dans les pays où elle est unie à la petite propriété. Si telle institution convient peut-être à la Grande-Bretagne, il ne s'ensuit pas qu'elle soit opportune pour l'île voisine. Dans l'opuscule de 1868, Stuart Mill se borne à rappeler brièvement ces idées générales, puis il s'attache à montrer combien les conditions diffèrent dans les deux pays. Il n'est point de société civilisée qui diffère de l'Irlande plus que l'Angleterre. Les deux nations n'ont guère d'autre trait commun que précisément cette grande propriété foncière. « En Grande-Bretagne, il n'y a pas plus d'un tiers de la population qui vive de l'agriculture. Dans la plupart des pays du Continent une grande majorité en vit, bien qu'en aucun, sauf la Russie, une aussi grande majorité qu'en Irlande. En Irlande, la subsistance du peuple presque entier dépend immédiatement du sol ». Certains auteurs avaient proposé de transformer le tenancier irlandais en journalier. Stuart Mill fait remarquer que ce moyen vise à améliorer moins le sort du peuple que la production. Le système anglais de grande culture qui permet de réduire le nombre des cultivateurs peut être excellent dans un pays où les manufactures florissantes manquent de bras, il serait déplorable en Irlande où presque tout le peuple ne vit que par le travail de la terre.

§ 3. — *Les remèdes proposés par Stuart Mill.*

Suivant Stuart Mill, d'ailleurs, le mal ne provient pas de la petite culture, celle-ci n'est point incompatible avec la prospérité de l'agriculture ; mais il faut qu'elle soit jointe ou bien à la petite propriété, ou tout au moins à des coutumes qui protègent le cultivateur contre l'éviction arbitraire. Les hommes politiques de l'Angleterre ne sont pas familiers avec ces principes. Sur ce point, il n'y a pas d'expérience anglaise. Il faut donc s'inspirer des expériences du Continent qu'il n'est pas permis d'ignorer. L'Angleterre, avec sa population rurale peu nombreuse, ses grandes propriétés, sa classe de riches fermiers capitalistes, constitue l'exception. Stuart Mill, dans la dernière lettre qu'il adressait à Auguste Comte le 17 mai 1847, écrivait : « C'est un grand malheur pour l'Irlande que de se trouver sous la domination d'un pays tout exceptionnel dont les principes ne sont en toute chose que la généralisation de l'exception, tandis qu'elle appartient, elle, au type normal européen et que ce sont des idées européennes qu'il lui faut. Pour tout autre penseur qu'un Anglais, le remède est clair, c'est le système de la petite propriété convenablement modifiée... Avec cela, on aurait probablement, en peu de temps, une population aussi laborieuse, aussi prévoyante, et aussi indépendante que les paysans français. Or, les Anglais ne comprennent rien à ce système... Ils n'ont jamais pu comprendre d'autre amélioration en Irlande que d'en faire une autre Angleterre ».

Et le 17 mai 1866, Mill déclarait à la Chambre des Communes, et il fallait alors à un Anglais un courage peu commun pour oser proférer à Westminster de telles pa-

roles : « L'Irlande est semblable au reste du monde et l'Angleterre est le pays exceptionnel. Si, donc, nous faisons des lois pour le cas normal, est-il raisonnable de tirer nos précédents de l'exception ? Si l'expérience doit nous guider quand nous légiférons pour l'Irlande nous devons consulter l'expérience continentale plutôt que l'expérience anglaise, car nous pouvons trouver sur le continent et non pas en Angleterre, des conditions analogues ».

Stuart Mill préconise donc de créer en Irlande de petites propriétés rurales. Mais comment ? S'agit-il de transformer, du jour au lendemain, par acte législatif, les tenanciers en propriétaires ? Dans les articles du « Morning Chronicle » et dans les « Principes d'Economie Politique », Mill se borne à recommander une mesure assez anodine, déjà proposée par d'autres publicistes anglais et préconisée en même temps que lui par Thornton : la transformation des friches en petites propriétés.

Après la première édition des « Principes » se produisit le mouvement d'émigration. Ne résolvait-il pas tout naturellement la question ? La partie du peuple qui ne pouvait vivre en Irlande passait l'Océan. N'était-ce point un remède spontané à la misère et aux famines ? L'état économique de l'Irlande devait-il dès lors inquiéter le gouvernement de Sa Majesté Britannique ? L'agitation même du pays ne s'éteindrait-elle pas avec le départ de ses habitants ? Bien des Anglais aimaient à le penser. Mais Stuart Mill ne s'accommode pas de cette solution, car il la juge vraiment peu honorable pour l'Angleterre. A partir de 1852 nous lisons dans les « Principes d'Economie Politique » : « Lorsque les habitants d'un pays le quittent *en*

masse (1) parce que le Gouvernement ne leur permet pas d'y vivre, le Gouvernement est jugé et condamné » (2). Et à partir de 1865 : « Avec les sentiments actuels des Irlandais et la direction permanente que semblent prendre leurs espérances d'améliorer leur condition, l'Angleterre n'a probablement d'autre choix que la dépopulation de l'Irlande ou la transformation d'une partie des ouvriers en paysans propriétaires. L'ignorance vraiment insulaire de ses hommes publics au sujet d'une forme d'Economie rurale répandue dans presque tous les autres pays civilisés ne rend que trop probable qu'elle choisira le parti le pire » (3).

Au reste, l'agitation agraire se réveillait non moins ardente que par le passé ; l'agitation politique faisait rage. Ce furent les jours du *fenianisme*. Sous la pression de ces événements, Stuart Mill qui, en 1865, avait été élu membre de la Chambre des Communes, n'hésita plus à proposer des mesures radicales. Il expose son plan en 1868, dans son opuscule « l'Angleterre et l'Irlande », et le soutient à la tribune de la Chambre des Communes, le 12 mars de cette année.

Stuart Mill réclame maintenant l'ensemble des mesures qu'on appellera plus tard « système des trois F » (*fair rents, free sale of tenants' interest, fixed tenure*), bien qu'il n'emploie pas exactement ces termes. La redevance annuelle et fixe qui remplacera le fermage payé par le tenancier devra représenter ce fermage, si toutefois

(1) en français dans le texte.

(2) *Principles of Political Economy*, ed. Ashley, p. 331.

(3) *Ibid.* p. 340.

il n'est pas excessif et, en outre, la valeur actuelle de toute plus-value probable qui ne serait pas due au travail du cultivateur. Celui-ci pourrait aliéner librement sa tenure devenue perpétuelle. Une commission munie de pouvoirs de contrainte devra déterminer suivant une procédure judiciaire la redevance fixe (l'Etat garantirait au *landlord* cette somme annuelle) (1). Ce dernier la recevrait soit directement du tenancier, soit de l'Etat qui se chargerait de percevoir les redevances pour le compte des *landlords* qui « accepteraient cette occasion de rompre tout lien avec le sol irlandais ». Dans tout l'opuscule, Stuart Mill s'efforce de convaincre ses concitoyens qu'une telle réforme est urgente.

La hardiesse de ce projet qui devait être exécuté dans la suite par étapes étonnait alors. Sans doute les mesures que réclamait Stuart Mill étaient-elles énergiques. On ne saurait pourtant les qualifier de proprement socialistes. Il s'agissait au fond d'une expropriation pour cause d'utilité publique moyennant une juste indemnité déterminée par l'autorité judiciaire. Et l'on pouvait estimer que les circonstances exceptionnelles et tragiques dans lesquelles se débattait l'Irlande exigeaient cette expropriation.

Ces idées auxquelles l'opinion britannique n'était pas encore accoutumée, n'étaient pourtant pas nouvelles. Depuis longtemps, il était question de la « fixity of tenure » ou conversion du fermage en rente fixe et perpétuelle.

Elle avait figuré au programme de la « Repeal Association ».

D'autre part, en 1837, dans ses « Etudes sur l'économie

(1) *England and Ireland*, p. 68.

politique », le célèbre historien et économiste genevois Sismondi suggérait aux législateurs britanniques « d'obliger les seigneurs irlandais à concéder leurs terres à leurs cultivateurs contre une rente perpétuelle ». Etranger au Royaume-Uni il s'était contenté « de présenter quelques considérations générales sur cette intervention nécessaire du pouvoir suprême entre des intérêts opposés, et sur le but qu'elle doit atteindre ». Il ajoutait que « le prix auquel cette aliénation doit se faire ne peut être fixé que par l'autorité publique, car il faut », disait-il, « l'établir plus bas, beaucoup plus bas, que les vendeurs ne le demandent et que n'offrent les acheteurs » (1). Sismondi, en émettant cette idée, s'inspirait d'une mesure analogue que sur une échelle plus restreinte le Grand Duc Pierre de Toscane avait prise en ce qui concernait seulement les propriétés des personnes de main morte.

Non seulement, Stuart Mill avait lu les « Etudes sur l'économie politique », mais encore, il leur avait emprunté de nombreux renseignements sur les paysans propriétaires et sur les métayers de Toscane. Il cite maintes fois cet ouvrage au cours de son enquête sur la petite propriété rurale et sur le métayage (2).

Cependant, il ne s'arrêta point tout d'abord pour la question agraire en Irlande à la solution que proposait Sismondi. Il devait y venir par la suite et Gladstone après lui.

Les lois agraires votées par le Parlement britannique, puis, par le Parlement de l'Etat libre ont réalisé ce que

(1) Etudes sur l'économie politique, 1837, 7^e essai.

(2) Voir Principes d'Economie Politique, livre II, ch. VI, §2 et *ibid.* ch. VIII, § 1 et 3.

Stuart Mill souhaitait. Ont-elles produit les effets heureux qu'il attendait de ces mesures ?

Au point de vue économique, il est mal aisé de répondre. Certes, on ne saurait prétendre que l'Irlande soit devenue l'un des pays les plus prospères de l'Europe.

Cependant, si, des tableaux que rapportaient d'Irlande les voyageurs qui visitaient ce pays au XIX^e siècle, on rapproche les récits des personnes qui sont allées en Irlande ou qui y ont vécu dans ces dernières années, on aura le sentiment que la misère du peuple est moins atroce. L'agriculture a fait des progrès certains, l'épargne semble s'être développée chez les paysans. Le mouvement d'émigration, qui s'était arrêté pendant quelques années au début de ce siècle, a repris, mais non plus à un rythme aussi rapide qu'au temps de Stuart Mill. La population reste depuis environ trente ans sensiblement stationnaire. Il faut d'ailleurs ajouter que la période de 1916 à 1927 remplie de guerres civiles, ne pouvait favoriser la prospérité économique. Il est donc permis d'espérer qu'enfin l'Irlande connaîtra des jours meilleurs.

Quant aux effets politiques des lois agraires, ils sont au contraire devant les yeux de tout le monde. Ils ne devaient pas répondre aux espoirs de Stuart Mill qui croyait que la réforme agraire pourrait sauver l'Acte d'Union. Si les hommes avaient seulement des intérêts économiques, peut-être, dans la conduite des peuples, tout serait-il relativement simple. Mais il n'en est rien, de multiples passions les agitent. Et, de cette vérité parfois méconnue encore que triviale, l'histoire récente de l'Irlande nous apporterait, au besoin, une nouvelle preuve. La nation irlandaise portait le poids d'un trop lourd passé.

Quelques mesures économiques que l'Angleterre parut toujours se laisser arracher par la force plutôt qu'accorder avec bonne volonté, ne pouvaient suffire à faire perdre aux Irlandais le souvenir des vieilles iniquités. Ils ne voulaient plus rien avoir de commun avec l'Angleterre. Ils affirmèrent que l'Irlande constituait une nation distincte dont ils revendiquèrent la pleine indépendance ; et l'Angleterre ne put éviter de consentir à la séparation.

CONCLUSION

Les idées économiques précises que Stuart Mill doit directement à des influences françaises peuvent, en somme, paraître négligeables. Pourtant, il est en un certain sens vrai que, non seulement, Stuart Mill philosophe, mais même Stuart Mill économiste, doit beaucoup à la France. Si, par sa personne et son œuvre, il se distingue tant des obscurs économistes anglais, ses contemporains, disciples, comme lui, de Ricardo, s'il ne compte point parmi les plus étroitement sectaires des classiques, s'il est au contraire classique dans l'acception la plus générale et la plus haute de ce terme, c'est-à-dire humain, on ne saurait l'attribuer, sans doute, à une pensée très profondément originale. Il n'a guère inventé et ses découvertes économiques ne furent pas aussi fécondes que celles de Malthus ou de Ricardo. Mais, en même temps qu'économiste, il fut philosophe. Puis, il infuse à la science classique un nouvel esprit qui, croyons-nous être en droit d'affirmer, lui vient de la France qui fut pour lui, si jamais elle fut pour personne, une seconde patrie. Nous souhaiterions que cet essai eût jeté une plus vive lumière sur les influences françaises que subit la pensée économique de Stuart Mill. Elles peuvent se ramener à deux principales dont chacune implique d'ailleurs bien d'autres et qui, loin de se combattre, se fortifièrent mutuellement : l'influence d'Auguste Comte et celle des Saint-Simoniens. L'une et l'autre sont plutôt

d'ordre philosophique, car Stuart Mill n'emprunte guère aux Saint-Simoniens non plus qu'à Auguste Comte de doctrines économiques précises, mais seulement une manière de voir.

Stuart Mill doit à Auguste Comte sa notion de la sociologie, ses idées sur la méthode déductive inverse qui convient à cette science, son relativisme social. Ces idées ne sont pas d'ailleurs toutes personnelles à Comte. Ce philosophe ne se plait-il pas à proclamer que le véritable fondateur de la sociologie n'est pas lui, mais Aristote ? d'autre part, il reconnaît, et l'on sait, ce qu'il doit à l'école traditionnelle de Joseph de Maistre et de Bonald. Ces vues générales ont pénétré chez Stuart Mill et n'ont pas laissé d'affecter son économie politique. Il s'efforce de rapprocher cette science partielle de la sociologie. Il conçoit les lois économiques comme relatives.

L'étude qu'il a faite de la philosophie positiviste affermit sa conviction quant à la possibilité des réformes, conviction qui, peut-être, autrement serait demeurée à l'état sentimental et vague et qui devient raisonnée et précise. Elle éveille en lui des réflexions qui lui suggèrent l'idée de l'éthologie. Son économie politique se dilate et se rapproche de la vie. Inspiré par les idées d'Auguste Comte, il souhaite de compléter la statique de l'économie politique par sa dynamique. Lui-même n'accomplira point ce qu'il aurait voulu. Du moins, a-t-il indiqué de nouveaux objets aux recherches des économistes de l'avenir. Le relativisme social et la conception de la société comme un corps organisé et vivant qui sont parmi les idées essentielles de l'école historique allemande se trouvent déjà chez Auguste Comte et chez Stuart Mill.

L'influence Saint-Simonienne contribua elle aussi à conduire Stuart Mill à élargir son économie politique. A l'exemple des Saint-Simoniens il pose la question de la propriété et de sa répartition. Et leur doctrine lui inspire la distinction entre les lois de la production, d'une part, celles de la répartition et de l'échange de l'autre.

Enfin, sur plusieurs points particuliers, dont l'un des plus typiques est celui de la grande et de la petite propriété, Stuart Mill, s'inspirant des institutions, des coutumes, des idées régnantes en France, s'écarte très sensiblement des traditions anglaises.

Ainsi Stuart Mill, qui expose, sous une forme définitive, la doctrine classique, accueille bien des idées nouvelles et prépare dans la science économique une révolution. Il imprime l'une des premières impulsions à un mouvement auquel prendront part des hommes venus des points les plus différents, des écoles d'ailleurs très dissimilaires, et qui tendra à donner à la science un caractère moins abstrait et à la rapprocher de la vie. Le moment que marque la figure de Stuart Mill apparaît ainsi comme l'un des plus curieux dans l'histoire de l'économie politique.

Vu : le Président,
A. DESCHAMPS.

Vu : le Doyen,
H. BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer.
Le Recteur de l'Académie de Paris :
S. CHARLÉTY.

Index alphabétique des noms propres cités

- ARISTOTE, 120.
ASHLEY, 57.
AVIGNON, 75,
BAIN, 46, 52, 56, 57, 60, 96, 97.
BEAUMONT (DE), 105, 107.
BENTHAM, 11.
BICHAT, 29.
BLANC (Louis), 103.
BONALD (DE), 120.
CAIRNES, 91.
CARLYLE, 10, 11.
CARNOT, 89.
CHAMBRE DES COMMUNES, 113.
COLERIDGE, 11.
COMTE, 12, 13, 14, 23 à 53, 55, 56, 57, 63, 66, 67, 70, 71,
73, 74, 80, 82, 83, 96, 97, 111, 119, 120.
CONDORCET, 36.
COURCELLE-SENEUIL, 54.
CROKER, 97.
CUVIER, 34.
DARWIN, 16.
DUSSARD, 54.
EICHTHAL (D'), 15, 82.
FUNCK-BRENTANO, 98.

- GLADSTONE, 115.
Globe (Le), 82.
HARTLEY, 16.
HUME, 16.
INGRAM, 103.
IRLANDE, 60, 92, 96, 97, 98, 105 à 117.
LAMARCK, 33, 34.
LAMARTINE, 89.
LAVELEYE (DE), 75, 76, 103.
LAVERGNE (DE), 95, 105, 108.
LITTRÉ, 46.
LOW, 105.
MACCULLOCH, 72.
MAISTRE (DE), 120.
MALTHUS, 11, 119.
MARIOTTE (loi de), 26.
MAUDUIT, 43.
MILL (James), 11, 14, 70, 92.
MILL (M^e John Stuart), 81.
Morning Chronicle, 60, 96, 97, 112.
PAUL-DUBOIS (L.), 105.
PIERRE (Grand Duc de Toscane), 115.
PHYSIOCRATES, 88.
Producteur (Le), 82.
QUESNAY, 86.
Repeal Association, 114.
REY, 101.
RICARDO, 11, 22, 70, 71, 72, 79, 119.
RODEBERTUS, 84.
SAINT-SIMON, 14, 36.
SAINT-SIMONIENS, 13, 14, 66, 80, 82 à 90, 92, 119, 121.

SANDERS, 105.
SISMONDI, 105, 107, 115.
SJEOSTEDT (M.L.), 105.
SMITH, 55, 72.
SPENCER, 16.
TAYLOR, 80, 81.
THORNTON, 96, 97, 112.
WAKEFIELD, 94.
Westminster Review, 89.
YOUNG, 98, 99.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION	9
CHAPITRE PREMIER. — Conception première de la science économique chez Stuart Mill	13
§ 1. Première définition de l'économie politique	14
§ 2. Notion de la science et de la loi	19
§ 3. La méthode de l'économie politique d'après les essais	20
CHAPITRE II. — La sociologie chez A. Comte	23
§ 1. Nature de la sociologie suivant A. Comte	23
§ 2. La loi sociale suivant Comte	24
§ 3. Théorie de l'action sociale	25
§ 4. Théorie de la relativité	26
CHAPITRE III. — La méthode sociale suivant Auguste Comte	29
§ 1. Impossibilité d'appliquer l'analyse mathématique aux sciences organiques ..	29
§ 2. La méthode des sciences organiques est une méthode d'observation	30
§ 3. La comparaison	32
§ 4. La méthode historique et la théorie du progrès	34

§ 5. Distinction de la statique et de la dynamique sociales	36
CHAPITRE IV. — Auguste Comte et l'économie politique	39
§ 1. Premier grief d'Auguste Comte : l'économie politique est abstraite des autres sciences sociales	39
§ 2. Deuxième grief d'Auguste Comte : l'économie politique est métaphysique ..	41
§ 3. Troisième grief d'Auguste Comte : il reproche à l'économie politique ses méthodes	43
CHAPITRE V. — Réaction de Stuart Mill devant cette critique	45
§ 1. Stuart Mill emprunte à Comte la notion de sociologie générale	45
§ 2. Stuart Mill maintient une science économique abstraite, mais avec des réserves	46
CHAPITRE VI. — L'éthologie et l'éthologie politique ..	51
§ 1. L'éthologie	51
§ 2. L'éthologie politique	53
§ 3. Stuart Mill abandonne le double projet d'une éthologie et d'une éthologie politique	57
CHAPITRE VII. — La méthode sociale d'après Stuart Mill	63
§ 1. Objections contre la méthode déductive ..	64
§ 2. La méthode déductive inverse ou méthode historique	65
§ 3. Théorie de progrès social chez Stuart Mill	66

§ 4. Rôle subordonné de la déduction en sociologie	67
CHAPITRE VIII. — La méthode de l'économie politique d'après Mill	69
§ 1. La méthode propre à la science économique est la méthode déductive	69
§ 2. Stuart Mill transporte en économie politique la distinction de la statique et de la dynamique	70
§ 3. Théories du progrès économique et de l'état stationnaire	71
§ 4. Visions d'avenir	73
CHAPITRE IX. — Distinction entre les lois de la production et les lois de la répartition des richesses. Origine de cette distinction	77
§ 1. La distinction	77
§ 2. L'influence de Madame Taylor sur les idées de Stuart Mill est négligeable ..	80
§ 3. Origine véritable de la distinction	82
CHAPITRE X. — Stuart Mill et la question de la propriété	85
§ 1. Les adversaires de la propriété	86
§ 2. Pénétration de ces idées critiques chez Stuart Mill	87
§ 3. Stuart Mill et la question de l'héritage	89
CHAPITRE XI. — Stuart Mill et la propriété foncière. Ses idées sur la concentration de la propriété foncière, sur la petite propriété et ses résultats	91
§ 1. Effets de la petite culture sur la propriété	93

§ 2. Effets généraux de la petite propriété rurale	96
CHAPITRE XII. — Application de ces idées aux questions agraires qui agitaient alors l'Irlande	105
§ 1. Etat économique de l'Irlande au temps de Stuart Mill, ses causes	107
§ 2. Le régime de propriété et le système de culture en Irlande au temps de Stuart Mill	109
§ 3. Les remèdes proposés par Stuart Mill	111
CONCLUSION	119
INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS PROPRES CITÉS	122

